

Papiers de recherche

Auteurs

Maxime Forest
Christlord Foreste
Coordination
Serge Rabier (AFD)

Quels cadres
interprétatifs
autour des
enjeux Genre
et Climat ?
Enseignements
d'une analyse
bibliométrique

JUILLET 2022
N° 255

Agence française de développement

Papiers de recherche

Les *Papiers de Recherche de l'AFD* ont pour but de diffuser rapidement les résultats de travaux en cours. Ils s'adressent principalement aux chercheurs, aux étudiants et au monde académique. Ils couvrent l'ensemble des sujets de travail de l'AFD : analyse économique, théorie économique, analyse des politiques publiques, sciences de l'ingénieur, sociologie, géographie et anthropologie. Une publication dans les *Papiers de Recherche de l'AFD* n'en exclut aucune autre.

Les opinions exprimées dans ce papier sont celles de son (ses) auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement celles de l'AFD. Ce document est publié sous l'entière responsabilité de son (ses) auteur(s) ou des institutions partenaires.

Research Papers

AFD Research Papers are intended to rapidly disseminate findings of ongoing work and mainly target researchers, students and the wider academic community. They cover the full range of AFD work, including: economic analysis, economic theory, policy analysis, engineering sciences, sociology, geography and anthropology. *AFD Research Papers* and other publications are not mutually exclusive.

The opinions expressed in this paper are those of the author(s) and do not necessarily reflect the position of AFD. It is therefore published under the sole responsibility of its author(s) or its partner institutions.

Quels cadres interprétatifs autour des enjeux Genre et Climat ?

Enseignements d'une analyse bibliométrique

AUTEURS

Maxime Forest, PhD

Chercheur associé,
Maître de conférence,
Sciences Po (OFCE)

Christlörd Foreste

Assistante de recherche,
Sciences Po (OFCE)

SUPERVISION SCIENTIFIQUE

Hélène Périvier

OFCE-PRESAGE

COORDINATION

Serge Rabier, PhD

Agence française de
développement

Résumé

Il a fallu attendre les années 2010 pour que les aspects genrés de l'action climatique soient pleinement pris en compte et commencent à imprégner l'agenda climat dans le cadre des Conférences des Parties. Au cours de la dernière décennie, certains acteurs internationaux majeurs du développement ont ainsi établi des priorités, des outils et des programmes dédiés au genre et au climat. Une cartographie des discours portés par différents acteurs de la communauté internationale du développement et articulant ces deux problématiques a permis de révéler huit cadres interprétatifs représentant une contribution analytique innovante à l'étude de l'intersection entre le genre et le changement climatique.

Mots-clés

Genre, changement climatique, développement international, cadres interprétatifs, autonomisation, vulnérabilités, organisations internationales, banques de développement

Remerciements

Nos remerciements vont à l'équipe de projet ainsi qu'à Hélène Périvier, directrice du programme PRESAGE OFCE/Sciences Po.

Classification JEL

B54, O19, Q54

Version originale

Français

Acceptée

Juin 2022

Abstract

It was not until the 2010s that the gender aspects of climate action were fully taken into account and began to permeate the climate agenda within the framework of the Conferences of the Parties. Over the past decade, some major international development actors have thus established priorities, tools and programs dedicated to gender and climate. A mapping of the discourses carried by different actors of the international development community and articulating these two issues has revealed eight interpretative frameworks representing an innovative analytical contribution to the study of the intersection between gender and climate change

Keywords

Gender, climate change, international development, interpretative frameworks, empowerment, vulnerabilities, international organisations, development banks.

Acknowledgements

Our thanks go to the project research team as well as Hélène Périvier PRESAGE programme director; OFCE/Sciences Po.

JEL Classification

B54, O19, Q54

Original version

French

Accepted

June 2022

Introduction

La littérature sur les enjeux « genre et climat » est déjà abondante et aborde des aspects tels que les conséquences générées des crises climatiques sur les populations, la participation des femmes et des mouvements féministes aux négociations sur le climat ou encore la prise en compte des aspects de genre dans les référentiels d'action des organisations internationales, des bailleurs, des principales ONG ou des agences nationales de développement. En revanche, les travaux abordant la structuration de ces discours, notamment dans une perspective comparée et pour plusieurs catégories d'acteurs sont extrêmement rares (Alston, 2014).

En complément d'un rapide état de l'art, la présente étude vise à adapter une méthodologie originale – l'analyse critique des cadres interprétatifs de l'action publique – aux besoins et aux particularités de ces enjeux. L'analyse des cadres interprétatifs, initialement appliquée à l'action collective, a fait l'objet plus récemment d'usages spécifiques au sein des travaux sur le genre en science politique, pour analyser la constitution des discours de politique publique autour des enjeux de genre (Verloo, 2007 ; Van der Haar, Verloo, 2016). Du fait de l'attention portée aux idées et aux discours, ainsi que du fait de son caractère systématique, cette méthodologie apparaissait particulièrement adaptée pour saisir l'articulation de deux enjeux l'un et l'autre chargés de significations différentes par les acteurs

qui s'en saisissent, sujets à interprétations et nécessitant de mener des changements structurels.¹

Un corpus unique en son genre

Un corpus de près de 800 textes de référence produits par quelques 54 organisations a été constitué. Ce corpus, essentiellement en anglais mais également en français et en espagnol, est unique en son genre, en ce qu'il réunit l'essentiel des documents stratégiques, documents d'orientation et instruments de mise en œuvre relatifs à l'articulation des enjeux genre et climat produits au cours des 15 dernières années par les organisations du système onusien, les grands bailleurs multilatéraux, les agences nationales de développement et les ONG transnationales parmi les plus importantes, et diverses communautés de savoir et de pratiques constituées autour des enjeux genre et/ou climat.

Complété par une sélection de documents relatifs à des projets d'intervention spécifiques dans le cadre de l'aide au développement, ce corpus, sans prétendre à l'exhaustivité, est néanmoins le plus important jamais constitué sur cette double thématique. En tant que tel, il constitue une première contribution originale de cette étude à l'analyse des discours sur les enjeux genre et climat. Surtout, du fait de son caractère diversifié (y compris à travers l'inclusion de catégories d'acteurs émergentes comme les grandes fondations privées ou les

¹ Texte de la note 3.

communautés épistémiques), mais aussi équilibré du point de vue des types de sources mobilisées, il est de nature à appuyer une analyse suffisamment robuste pour faire émerger différents cadres interprétatifs de l'action autour des enjeux genre et climat, au sens de la formulation cohérente d'un problème associé à certains types de solution.

Une analyse en trois temps

Cette analyse a été menée en plusieurs étapes, à l'aide du programme Atlas.ti, sélectionné pour ses fonctionnalités sophistiquées d'analyse textuelle et sa capacité à gérer de grands volumes de documents. Une grille comprenant 150 codes, organisés par groupes (thématiques, notamment) a été élaborée dans les trois langues du corpus. La totalité des documents ont été passés au crible de ces codes, sous formes de mots clés et de leurs dérivés, renvoyant pour chacun d'eux un nombre d'occurrences susceptibles d'être agrégées à l'échelle d'une organisation ou de l'une des cinq catégories d'acteurs analysées. Sur la base de cette première étape du codage, deux étapes successives ont été conduites, visant d'abord à déterminer le degré de présence de 8 « proto-cadres » formulés succinctement et associés chacun à une sélection de codes. Puis, une fois établi leur niveau de fréquence pour l'ensemble des organisations et des catégories d'acteurs étudiées, il s'est agi d'associer ces 8 cadres aux principaux référentiels et domaines d'intervention de l'aide au développement ainsi qu'aux piliers de l'action climatique (adaptation, atténuation, résilience).

L'identification de huit cadres interprétatifs

De cette analyse en trois temps, ressort une hiérarchie claire des cadres interprétatifs autour des enjeux genre et climat, dominée par trois approches largement répandues parmi l'ensemble des catégories d'acteurs et organisation étudiées, pour lesquelles ils occupent presque systématiquement les trois premières marches du podium. Ce classement souligne d'une part que la formulation des enjeux genre et climat puise pour l'essentiel dans le registre associé à ces trois cadres principaux, dénotant un processus d'alignement entre les différentes parties prenantes des politiques de développement opéré au cours des deux dernières décennies.

D'autre part, ce constat indique que cette formulation se fait principalement au prisme : a) des « vulnérabilités » exposant davantage les filles et les femmes à l'impact du changement climatique, notamment dans le contexte de l'action climatique d'urgence ; b) du rôle des femmes comme agents économiques, en particulier dans le cadre de la transition vers des économies décarbonnées et c) au prisme d'une approche technique – sinon technocratique, de l'intégration du genre dans les programmes et projets d'aide au développement s'inscrivant dans la lutte contre le changement climatique.

Aux côtés des cadres « dominants », dont l'ordre de classement varie d'une organisation et d'une catégorie à l'autre, l'analyse souligne cependant la persis-

tance d'un cadre, celui de l'empouvoirement des filles et des femmes pour l'adaptation climatique plus largement présent dans l'action pour le développement, ainsi que quatre cadres émergents, dans le sens a) d'une transformation plus profonde des rapports sociaux de sexe au bénéfice de la lutte contre le changement climatique ; b) de l'intégration d'une perspective « intersectionnelle » ou c) « décoloniale », voire d) d'un syncrétisme entre différents courants de l'éco-féminisme et des cosmogonies issues du « Sud global » associant la terre à des traits et vertus réputés féminins.

Structure de l'étude

La première section revient sur le cadre méthodologique de l'étude ainsi que l'état de la littérature.

La seconde section décrit les modalités de constitution et de structuration du corpus et fournit des éléments descriptifs sur sa composition, ainsi que des pistes pour l'analyse.

La troisième section décrit les opérations initiales de codage ainsi que la constitution des proto-cadres, tandis que la section quatre se penche sur l'attribution de ces différents cadres aux catégories d'acteurs et aux organisations étudiées.

La dernière section rend compte des dernières opérations de codage et propose une formulation des cadres interprétatifs complétées des éléments de diagnostic et de pronostic, de causalité, d'appel à l'action et de chronologie qui leur sont respectivement attribués.

Enfin, des pistes sont esquissées, à la fois dans le sens d'une amélioration de la compréhension de l'articulation entre les enjeux genre et climat par l'ensemble des acteurs des politiques de développement, et d'un approfondissement de l'analyse, notamment dans la perspective de publications institutionnelles ou académiques.

1. Cadre de l'étude

1.1. Approche proposée

Le cadre général proposé pour cette étude est celui de l'analyse critique des cadres interprétatifs de l'action publique. Cette approche, élaborée par la politiste Mieke Verloo dans le contexte du projet européen MAGEEQ (5^e PCRD) a été par la suite enrichie des apports des chercheur-e-s mobilisé-e-s sur le projet QUING (6^e PCRD, 2007-2011), à l'épreuve duquel elle a été testée à grande échelle. Baptisée *Critical Frame Analysis* (CFA) en anglais, cette approche s'appuie sur la notion de cadre interprétatif (*frame*) élaborée initialement par Erving Goffman (1974), puis appliquée à la théorie des mouvements sociaux, notamment par Snow et Benford (1992).

Un « cadre » doit être ici compris comme « *un principe d'organisation, qui transforme une information fragmentaire en un problème d'action (ou politique) publique structuré et intelligible, à la définition duquel une solution est associée de manière plus ou moins explicite* » (Verloo, 2005 :20).

Comme le souligne Mieke Verloo (2005, 2007), un cadre interprétatif de l'action publique n'est pas une simple description d'un problème ou d'un enjeu, mais une construction discursive et intellectuelle qui donne un sens spécifique à celui-ci, contribuant ainsi à forger la compréhension que les acteurs en ont, et en conséquence les solutions qu'ils y apportent. L'approche en question est donc à la fois discursive et cognitive : discursive parce qu'elle prend les discours au sérieux, comme des dispositifs qui structurent le réel, à travers l'action des acteurs qui les portent. Cognitive parce que de tels dispositifs n'existent que parce qu'ils sont appropriés et véhiculés par différents types d'acteurs, au fil de processus d'apprentissage. Ces processus de diffusion et d'apprentissage se développent à différents échelons d'une gouvernance multi-niveaux (locale/nationale/inter-, trans- ou supra-transnationale). Des processus qui donnent également matière dans le temps à des (re)négociations et adaptations, faisant évoluer le contenu, mais aussi le nombre et la nature des cadres interprétatifs en présence.

Sur la base en particulier des apports de Snow et Benford (1992) une méthodologie critique a été développée, permettant d'identifier les cadres interprétatifs élaborés autour d'une problématique donnée. Celle-ci repose en particulier sur les éléments suivants : a) le *diagnostic* du problème ou de l'enjeu, b) ce à quoi est attribué ce diagnostic - le *rôle* ou la *responsabilité* des variables ou parties impliquées dans sa définition-, c) la notion de « *voix* » - qui (organisation, institution ou mouvement) formule le cadre en question ? d) le *pronostic* et l'*appel à l'action* (publique ou collective). Deux dimensions ont par la suite été ajoutées à

la *Critical Frame Analysis* élaborée par Mieke Verloo: les formes du discours (en termes d'argumentation ou de métaphores, par exemple) et un « curseur » à poser entre des cadres interprétatifs davantage axés sur la formulation d'un diagnostic, et ceux davantage portés vers un pronostic et l'action (Kriszan et al., 2012). La dimension critique de cette analyse émane de son ancrage à la fois dans l'analyse des mouvements sociaux (et des rapports de pouvoir qui les sous-tendent) et dans les travaux féministes consacrés à différents volets des « politiques du genre » : politiques d'égalité femmes-hommes, de lutte contre les violences de genre, régulation des politiques de l'intime (droits sexuels et reproductifs, reconnaissance des couples de même sexe) (Haar et Verloo, 2016).

A ce titre, elle met en exergue les logiques et interprétations concurrentielles à l'œuvre dans la formulation d'enjeux tels que l'égalité femmes-hommes ou la lutte contre les effets du changement climatique. Emmanuela Lombardo et al. (2009) rappellent ainsi que « *le concept d'égalité des sexes peut être affecté d'une variété de significations, correspondant à différentes histoires politiques, contextes, conflits et débats. L'égalité entre les sexes est par conséquent un concept sujet à interprétation et à contestation par différents acteurs* ».

Des enjeux tels que l'égalité des sexes et/ou la lutte contre le changement climatique sont donc appréhendés comme les objets de contestations et glissements sémantiques permanents, révélateurs de conflits d'interprétation et de pouvoir. Notre cadre méthodologique permet par conséquent d'aborder ces processus de cadrage cognitif et discursif pour ce qu'ils sont, à savoir des processus *politiques*, par lesquels divers acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux, publics ou privés, participent à élaborer et diffuser des diagnostics multiples d'un même problème ou enjeu, auxquels sont associés des pronostics divergents. Chaque cadre interprétatif combine ces deux éléments et est diffusé via des ressources cognitives et discursives mobilisées par les acteurs qui s'en saisissent.

Afin de rendre compte de ce processus, et de l'impact de ces différentes interprétations sur les politiques publiques (nationales ou transnationales), l'analyse critique des cadres interprétatifs de l'action publique s'appuie sur une cartographie des différents narratifs en présence, conduite au moyen du codage de différentes sources telles que celles définies plus bas, permettant de distinguer clairement les cadres interprétatifs à l'œuvre, leurs conditions d'émergence, les diagnostics/ pronostics qui s'y rapportent et leur diffusion et impact en termes d'action publique. Ce temps de l'analyse permet ainsi non seulement d'apprécier leur diffusion et leur appropriation par d'autres acteurs que ceux qui les ont produits, mais aussi d'évaluer la distance qui sépare chacun d'entre eux de la mise en œuvre de politiques fondées sur une compréhension structurée du/des problèmes ou enjeux traités (autrement dit, leur niveau de sophistication et d'adéquation à l'évolution des enjeux dont ils prétendent structurer le traitement).

La *Critical Frame Analysis* est à ce jour la méthodologie la plus élaborée déployée pour analyser de manière comparée les discours de politiques publiques autour des enjeux de genre au sein de l'Union Européenne. Elle a par ailleurs été depuis enrichie d'apports complémentaires issus de l'institutionnalisme discursif (Schmidt, 2010, Lombardo et Forest, 2012), qui mettent davantage l'accent sur la relation entre les discours et les organisations ou institutions qui les produisent, notamment au prisme de la *path-dependency*² des cadres interprétatifs vis-à-vis de l'histoire des organisations ou institutions qui les produisent et/ou diffusent.

En outre, la CFA ne résume pas à elle seule les recours récents à l'analyse des cadres interprétatifs. Ainsi, les usages du *big data* en sciences sociales, ont-ils récemment engendré des travaux s'appuyant sur des corpus de discours beaucoup moins formalisés, mais aussi beaucoup plus vastes, tels que ceux formulés dans la presse ou sur les réseaux sociaux (David et al., 2011). Ce type de dispositif a notamment été utilisé pour faire émerger les cadres discursifs autour du changement climatique, notamment à l'occasion de grands rendez-vous internationaux comme les CoP (Dirikx et Gelders, 2010).

Ici, l'analyse critique des cadres interprétatifs de l'action publique a été mobilisée pour l'analyse comparée de la façon dont les enjeux liés au genre et à la lutte contre le changement climatique sont associés à différents niveaux institutionnels.

Une attention particulière a été portée aux diagnostics et pronostics formulés ainsi qu'à leur mise en œuvre effective dans le contexte de l'aide au développement, notamment au regard : a) des approches successives et concurrentes des problématiques genre et développement et de leur diffusion auprès de différents acteurs du développement internationale ; b) de la diffusion de l'approche transversale de l'égalité (*gender mainstreaming*) au sein des différentes catégories d'organisations retenues, depuis la fin des années 1990 ; c) de l'articulation des objectifs du développement durable formulés par les Nations Unies (en particulier les ODD 5,11,13,14 et 15) et d) des principaux leviers des politiques de lutte contre les effets du changement climatique (atténuation, adaptation, résilience) et de leur formulation.

Dans la mesure où il n'existe pas à ce jour de méthode consolidée et universelle pour la mise en œuvre de ce cadre méthodologique, la constitution du corpus a été opérée en fonction d'une typologie spécifique d'organisations et de documents de références élaborée pour les besoins de l'étude et définie ci-après. De la même manière, la grille de codage a

² Nous faisons ici référence au concept de « dépendance au sentier » (*path dependency*) théorisé par l'institutionnalisme historique, qui souligne que les institutions/organisations, même lorsqu'elles sont exposées à des changements brusques ou radicaux, répondent à la nouveauté sur la base de leurs trajectoires longues et métabolisent tout changement de paradigme au filtre de leur expérience, leurs manières de faire ainsi que des calculs des coûts d'adaptation effectués par leurs agents.

également été développée pour les besoins de l'analyse en fonction des spécificités du sujet traité en tenant compte des différentes dimensions de diagnostic, pronostic, voix, formes....

Enfin, il convient ici de rappeler le caractère expérimental de la méthodologie retenue, dont l'objectif premier est de faire émerger des cadres discursifs identifiables, susceptibles d'être associés à différents types d'acteurs et/ou différentes périodes et permettant de dégager une cartographie des discours autour des enjeux genre et climat.

1.2. Un état de l'art

Préalablement à la constitution d'un corpus de textes de référence, un rapide état de l'art de la littérature genre et climat éclairé par des références à celle sur genre et développement a été produit qui a permis d'approfondir plus particulièrement les narratifs concurrents relatifs à l'articulation entre développement et droits des femmes – *Women in Development (WiD)* vs. *Gender and Development (GAD)* –, les apports de l'éco-féminisme, les critiques adressées au paradigme néo-libéral supposé inspirer nombre d'acteurs des politiques de développement dans leur appréhension des problématiques de genre, ou encore l'émergence du *gender mainstreaming* comme paradigme de l'action publique à compter des années 1990, et sa mise en œuvre – récente – dans le domaine des politiques de lutte contre les changements climatiques. Ce faisant, cet état de l'art a fait apparaître d'emblée différents cadrages de l'enjeu genre et développement, susceptibles d'affecter la définition des enjeux genre et environnement et plus particulièrement leur articulation dans le contexte de la lutte contre les effets du changement climatique.

L'émergence concomitante de l'approche *Gender and Development (GAD)* et du *gender mainstreaming*, apparaît ainsi comme le produit d'un processus de cadrage discursif et cognitif opéré notamment au cours de la seconde décennie de l'ONU pour les droits des femmes (1985-1995) ayant culminé lors de la conférence de Pékin (1995). Ce processus de cadrage, rapidement accompagné de la diffusion de normes et manières de faire, s'est poursuivi jusqu'à l'adoption des Objectifs de Développement du Millénaire (ODM/MDGs) en 2000. Ces années sont marquées par la diffusion du *gender mainstreaming* parmi les principaux acteurs des politiques de développement (agences onusiennes puis ONG transnationales). La deuxième moitié de la décennie 2000 voit également la plupart des agences de développement des pays occidentaux souscrire aux principes d'une approche transversale du genre et se doter de leurs premiers textes d'orientation et outils en ce sens.

Alors que cette approche fait l'objet d'une promotion active auprès des États membres de l'UE par les institutions communautaires dès les années 1990 (Lombardo et Forest, 2012), elle ne semble pas accompagner pour autant l'émergence de l'UE comme premier acteur supranational des politiques d'aide au développement au tournant des années 2000-2010

(Debusscher, 2011, 2021). De la même manière, si plusieurs banques régionales de développement adoptent les principes du *gender mainstreaming* dès la première moitié de la décennie 2000, il faut attendre la crise de 2007-2012 pour voir la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International y souscrire de manière plus explicite et se doter de véritables compétences expertes pour articuler l'enjeu genre et développement dans leurs politiques et programmes d'intervention. En effet, ici c'est la remise en cause du mandat de régulation du libre-échange de ces deux organisations et plus largement de la globalisation comme horizon indépassable des politiques de développement économique, qui semblent avoir accéléré leur mue. Dans le secteur des politiques d'aide au développement, la diffusion du *gender mainstreaming* et des outils plus spécifiques qui l'accompagnent – audits de genre, budgétisation sensible au genre, *gender training*... (Bustelo, Ferguson et Forest, 2016), s'associe à un glissement paradigmatique progressif, depuis l'approche « Femmes et développement » à l'origine, dans la seconde moitié des années 1970, de la première remise en cause de la neutralité des politiques de développement, vers l'approche « Genre et Développement ».

Cette dernière excède le principe de transversalité propre au *mainstreaming*, pour faire de la promotion de l'égalité un levier fondamental de l'aide au développement, via notamment l'accès des filles et des femmes à l'éducation, à l'autonomie économique et sociale, aux droits sexuels et reproductifs et à la prise de décision. De plus, en mettant l'accent sur les rapports de pouvoir et les inégalités structurelles fondés sur le genre, l'approche GAD invite à réinterroger en profondeur les fondements de l'aide au développement : état des rapports Nord-Sud, perpétuation de la division sexuelle du travail et reproduction des rôles de genre via l'aide au développement, appréhension des enjeux démographiques sous l'angle des droits sexuels et reproductifs, gouvernance et accès des femmes à la prise de décision (Waylen, 2008), compréhension plus fine des phénomènes de corruption entravant le développement, remise en cause de la définition de la notion de développement, encore essentiellement fondée sur les indicateurs macro-économiques de croissance. L'approche GAD entend percuter l'ensemble de ces dimensions, au moyen des outils du *gender mainstreaming*.

Portée par la plate-forme d'action adoptée à Pékin, puis par les Objectifs de Développement du Millénaire (2000) et les Objectifs du Développement Durable (ODD/SDGs, 2015), nourrie également par le cadre de mise en œuvre de la douzaine de résolutions onusiennes de l'agenda « femmes, paix et sécurité », l'approche Genre et Développement connaît ainsi une forte diffusion au cours des décennies 2000 et 2010 auprès de l'ensemble des catégories d'acteurs impliqués dans les politiques de développement. Toutefois, des limites à une telle diffusion existent.

La plus fondamentale porte sur l'appropriation du concept de genre lui-même. Fréquemment confondu avec la catégorie « femme », qui plus est appréhendée de manière

homogène, le « genre » habille souvent la perpétuation de l'approche Femmes et Développement. La résilience de cette dernière est patente, tant dans l'isolement persistant de l'expertise genre au sein des organismes (agences internationales, ONG, agences nationales...), vis-à-vis des instances de décision comme des autres secteurs d'expertise, que dans la circonscription d'une majorité de projets, d'outils et de ressources à l'aspect femmes et développement, sans que ne soient réellement abordés les rapports de pouvoir et les inégalités qui sous-tendent la division des rôles sexués, ni la manière dont l'aide au développement peut contribuer à les remettre en cause ou au contraire, à les perpétuer (Mukhopadhyay 2016).

Si la mise en œuvre simultanée d'une approche transversale permet d'interroger de manière de plus en plus fine les pratiques des acteurs du développement, via la diffusion de boîtes à outils, lignes directrices, checklists et la constitution d'une expertise genre sur pratiquement tous les domaines de l'aide au développement, l'approche genre et développement demeure par ailleurs « *path-dependent* » vis-à-vis des référentiels d'action propres à chaque organisation, élaborés dans la longue durée. Ainsi, les origines et missions historiques d'une organisation, ses terrains d'intervention et outils privilégiés, de même que les types de savoirs et de pratiques élaborés au fil du temps, influent sur la manière de comprendre et intégrer les enjeux de genre. De plus, la catégorie genre demeure souvent entendue comme se référant aux filles et aux femmes ou bien de manière binaire, en référence aux seules catégories du masculin et du féminin (Bergenfield et Miller, 2014, Mills, 2015). Par ailleurs, si le croisement d'au moins un autre facteur d'inégalité et de discrimination (âge, handicap, statut, appartenance à un groupe religieux ou ethnique, catégorie de travailleur) est fréquent, les approches inter sectionnelles au prisme d'une pluralité de facteurs et de leur consolidation réciproque restent rares (Bastia, 2014)

Un autre ensemble de critiques, pointe l'omniprésence du paradigme dit « néo-libéral » diffusé dans les années 1980 et 1990 via les politiques de développement, précédemment puis concomitamment à la promotion du *gender mainstreaming* et de l'approche genre et développement. Un paradigme qui perpétue non seulement l'assimilation du développement humain au seul développement économique, mesurable en fonction d'indicateurs macro-économiques, mais a fait également des politiques d'aide au développement un levier de la structuration de l'ordre économique mondial, via notamment son conditionnement à des agendas de réformes structurelles dans le sens d'un plus grand contrôle de la dépense publique et d'une libéralisation de certains secteurs de l'économie (Wilson, 2013).

Alors même qu'un virage s'est amorcé dès les années 2000 vers la prise en compte d'autres aspects du développement, via notamment l'adoption de l'Index du Développement Humain, la littérature sur le genre pointe cependant la cooptation du *gender mainstreaming* par ce paradigme néo-libéral. Certaines auteures voient ainsi dans le *mainstreaming* un

instrument de « gouvernementalité »³ qui, appliqué aux politiques de développement, vise accessoirement – sinon principalement, à produire de nouvelles catégories de bénéficiaires (ONG locales, gouvernements...), disciplinées par l'apprentissage acritique des mêmes outils et concepts (Davids, van Eerdewijk, 2016). Ces voix critiques reprennent l'argument selon lequel en transversalisant l'objectif d'égalité, en dispersant sa réalisation entre un grand nombre d'acteurs et de niveaux d'intervention), le *mainstreaming* permet sa cooptation aisée par les tenants du *statu quo* (Parpart, 2014). De ce point de vue, le paradigme néolibéral serait également à l'œuvre dans les justifications économiques fournies à l'appui de l'objectif d'égalité (Cornwall, Gideon, Wilson, 2008), sous l'angle des « *smart economics* », selon lesquels viser les femmes au moyen de programmes ou dispositifs ciblés, comme le micro-crédit, assurerait non seulement leur autonomisation, mais produirait également une valeur ajoutée en termes de développement économique (Chant, Sweetman, 2012).

A cette critique fondamentale, s'en ajoute une autre, selon laquelle tant la diffusion de l'approche transversale que celle du paradigme Genre et développement se seraient opérées sans remise en cause des rapports de pouvoir fondés sur les inégalités de genre d'une part et sur la persistance de rapports postcoloniaux entre le Nord et les Sud « globaux », d'autre part, ces rapports de force inégalitaires se renforçant mutuellement. Ainsi, certaines autrices ont pu poser la question de savoir de qui le *gender mainstreaming* était le cheval de Troie : celui des féministes dans les politiques de développement, ou celui des tenants d'un paradigme de développement néolibéral dans le champ des politiques de genre (Kunz, 2016)? Cette question est également croisée avec celle de la hiérarchie des savoirs sur le genre qui sont mobilisés à l'appui de l'approche genre et développement. Une hiérarchie qui épouse assez largement la géopolitique des rapports Nord-Sud, dès lors que l'expertise est le plus souvent dispensée ou transférée par des ressources en expertise venues ou formées dans les universités des pays développés (Bustelo, Ferguson et Forest, 2016).

Ces débats qui traversent le champ d'étude genre et développement, reflètent les conditions et les limites de la prise en compte des enjeux de genre dans l'action pour le développement. Ce contexte général influe sur leur intégration dans le domaine plus spécifique des actions en faveur de la préservation de l'environnement, de la biodiversité, des ressources non renouvelables ou de la lutte contre les catastrophes naturelles, qu'elles soient ou non en partie d'origine humaine.

³ Cette notion a fait son lit dans les études féministes via une relecture des travaux de Michel Foucault au prisme de la « French Theory ». Elle y désigne la cooptation de l'égalité femmes-hommes et de la prise en compte du genre par des formes nouvelles « soft » et sophistiquées de contrôle des populations, dont ferait partie le *gender mainstreaming*. Elle comporte une critique de l'économie des savoirs féministes/sur le genre, laquelle favoriserait la diffusion du haut vers le bas de savoirs techniques issus du Nord global, aux dépens d'approches bottom up et de savoirs détenus par des catégories invisibilisées (militantes locales des droits des femmes, femmes indigènes, groupes souffrant de discriminations multiples...).

Cependant, cet aperçu synthétique de l'état de l'art souligne également les spécificités de ce domaine des politiques de développement au regard de la prise en compte du genre, depuis la neutralité de genre des premières politiques environnementales globales, jusqu'à l'intégration de problématiques ou dimensions telles que l'accès différencié des femmes et des hommes à la propriété foncière, la division sexuelle des travaux agricoles ou de la gestion des ressources naturelles, la féminisation de l'agriculture vivrière, l'exposition différenciée selon le genre aux effets directs des changements climatiques, l'exposition des filles et des femmes à des risques accrus et/ou spécifiques lors des catastrophes dites « naturelles » ou dans le cadre des déplacements de population liés à des épisodes climatiques ou à leurs conséquences (Alston, 2014).

Par ailleurs, les différents cadrages des enjeux genre et environnement, portent la marque de divers mouvements, à commencer par l'éco-féminisme, né dans les années 1970, qui envisage le rapport des femmes à l'environnement au prisme de leurs fonctions reproductives, lesquelles en feraient des victimes de la dégradation de l'environnement produite par un modèle androcentrique et patriarcal de développement, et les prédisposerait à agir en faveur de sa conservation (Shiva et Mies, 1993, 2014). A celui-ci, qui tend à essentialiser le rapport des femmes (envisagées de manière homogène) à leur environnement, s'ajoute l'environnementalisme féministe des années 1980, qui inscrit les relations des femmes et des hommes à l'environnement dans la matérialité de leurs conditions de genre et de classe, qui détermine les savoirs sur la nature, l'impact différencié des changements environnementaux et celle des réponses apportées à ces changements. En d'autres termes : des positions, savoirs et rôles différenciés selon le genre, déterminent le rapport des hommes et des femmes aux changements de l'environnement, notamment sous l'effet du changement climatique. L'écologie politique féministe associe quant à elle à la question des savoirs genrés sur l'environnement, celles du caractère tout aussi genré des droits et des devoirs en matière de préservation de l'environnement, ainsi que des mobilisations et des politiques visant à la préservation de l'environnement et à la lutte contre les effets du changement climatique.

C'est en particulier au sein de ce dernier courant, que ce sont développées plusieurs générations de travaux dédiés à la notion de « communs » (Commons)⁴, depuis les travaux précurseurs de Mies et Shiva (1993) ou Argawal (1995), jusqu'aux contributions faisant de l'approche par les communs une alternative au paradigme « néo-libéral » (voir par exemple Gibson-Graham et al. 2016) ou celles, plus récentes encore, proposant de revisiter intégralement la notion de commun au prisme d'une écologie politique féministe et

⁴ La notion de communs renvoie à la gestion communautaire de ressources (naturelles, en particulier) ou de biens nécessaires à la vie humaine, au-delà de la traditionnelle distinction entre propriété ou gestion publique ou privée. Bien que présente dans les travaux d'écologie politique depuis une trentaine d'année, cette notion a fait l'objet d'un engouement particulier depuis la popularisation des travaux de l'économiste américaine Elinor Ostrom (1933-2012), Prix Nobel d'économie 2009.

critiquant l'idée selon laquelle une gestion communautaire des ressources serait nécessairement synonyme d'une gestion inclusive, en particulier du point de vue du genre (Clément et al., 2019).

De plus, la consolidation d'un agenda international autour du climat à compter du Sommet de la Terre de Rio (1992), s'est opérée de manière quasi-simultanée à la diffusion de l'approche genre et développement et à celle du *gender mainstreaming* dans le domaine de l'aide au développement. A ce titre, la transversalisation du genre et celle des enjeux climatiques se sont opérées de manière parallèle, tandis qu'un agenda plus intégré autour de l'enjeu genre et climat a émergé de façon plus tardive au fil des différentes COP de la seconde moitié des années 2010, via en particulier le programme de Lima (2014). Cet agenda fait converger deux points d'attention pour l'articulation de l'enjeu genre et climat : a) la participation des femmes à l'avancée des politiques de lutte contre le changement climatique et ses effets, via leur présence dans les instances dédiées, leur participation aux délégations nationales et leur accès à la prise de décision ; b) leur contribution aux trois piliers de l'action globale contre le changement climatique - atténuation, adaptation et résilience (Jordan, 2014, 2019), notamment au moyen de la prise en compte accrue des conséquences des rapports de genre en termes de connaissance, d'accès à l'information et aux ressources, de division sexuée du travail productif et reproductif, d'« agency » ou d'exposition aux risques associés au changement climatique (migrations forcées, raréfaction des ressources, désertification, multiplication des catastrophes climatiques).

Toutefois, l'intégration des enjeux de genre dans l'action climatique semble cependant également favoriser l'émergence de cadrages plus sophistiqués, que ceux-ci visent à réhabiliter certains savoirs traditionnels (dans le cadre d'une économie plus circulaire des savoirs sur le genre) via la promotion de la contribution des femmes issues de communautés indigènes ou à développer une compréhension inter sectionnelle de l'articulation entre genre et changement climatique (Kaijser et Kronsell, 2014 ; Djoudi et al., 2016 ; Geoffrey et Torres, 2016). Surtout, les effets multiples du changement climatique en termes de gestion des risques, de migrations ou de conflit, ainsi que les transformations profondes des modèles économiques requises par l'action climatique, impactent la dimension du genre à de multiples niveaux, ouvrant un espace à l'émergence de cadrages plus transformatifs, inspirés des critiques féministes formulées à l'égard des rapports Nord-Sud, du paradigme de développement « néo-libéral » ou de modèles socio-culturels favorisant l'anthropocène. Des cadrages susceptibles de remettre en cause une approche au seul prisme des rôles sociaux encore largement différenciés des hommes et des femmes, notamment au regard de la dichotomie entre tâches productives et reproductives, au profit d'une transformation des rapports de pouvoir multiples et imbriqués qui sous-tendent les modèles de développement à l'origine du changement climatique autant qu'ils conditionnent la réponse à ces changements.

2. Constitution du corpus

La constitution du corpus de textes de référence nécessaire à la conduite d'une analyse critique des cadres interprétatifs, s'est appuyée dans un premier temps sur la définition des catégories d'acteurs des politiques de développement soumises à examen.

2.1. Choix des catégories d'acteurs

L'examen des sources et de la littérature a abouti à la catégorisation suivante :

- Organisations internationales et supranationales : Agences onusiennes, UE, OIT
- Bailleurs publics multilatéraux : Banque mondiale, Fonds monétaire international, Banques régionales de développement, fonds dédiés (Fond pour l'Environnement Mondial, Fond Vert pour le Climat)
- ONG transnationales, fondations (domaines du développement et de l'environnement)
- Agences et autorités nationales en charge de l'action pour le développement
- Communautés épistémiques/de pratique (action climatique/genre/développement)

La constitution du corpus a intégré l'Union Européenne en tant que premier acteur supranational des politiques de développement et de lutte contre le changement climatique (Allwood, 2021, 2014). La catégorie des ONG transnationales intègre les fondations privées à vocation globale ainsi qu'une ONG transnationale du secteur de l'action pour l'environnement (WWF). La catégorie des communautés épistémiques, qui comprend le Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat (GIEC) a été étendue aux communautés de pratiques et de savoirs constituées d'expert.e.s sur le genre et le développement et sur les enjeux environnementaux et climatiques. La catégorie des agences et autres autorités nationales en charge des politiques d'aide au développement délimitée aux seuls pays développés, prend en compte la diversité des systèmes nationaux d'aide au développement, selon par exemple que ceux-ci se sont de longue date appuyés sur des agences (États-Unis, Royaume Uni, Japon, Corée du Sud, Norvège), ont créé des agences aux côtés de Ministères dédiés, renforçant progressivement le rôle des premières (Belgique, France, Espagne...), ont maintenu une subordination forte de ces agences à leurs ministères de tutelle (Allemagne) ou bien au Parlement (Suède, Royaume-Uni), voire ont dévolu ce rôle exclusivement à un Ministère sous supervision parlementaire (Pays-Bas). La catégorie Organisations internationales et supranationales s'est opérée de façon relativement spontanée, intégrant les agences du système onusien (FAO, UNDP, UNEP, UNFCCC, UNFPA, UNHCR, UNICEF, UNOPS, WFP, WHO), l'Organisation Internationale du Travail et l'OCDE.

Les critères de sélection des **ONG transnationales** ont été :

- Leur présence sur plusieurs continents pour les pays donateurs et bénéficiaires,
- Le volume d'aide apporté et la diversité des axes de développement abordés,
- Leur ancrage historique au sein des pays fournisseurs de l'aide internationale,
- Leurs liens historiques à des autorités ou congrégations religieuses,
- Leurs degrés d'appropriation du *gender mainstreaming*.

Ces différents aspects ont permis d'identifier d'emblée des acteurs historiques de l'aide privée au développement, tels que Care, Caritas, Christian Aid, Mercy Corps et Oxfam, auxquels s'est ajouté Plan International, principalement du fait de son focus assumé sur les problématiques de genre.

Deux fondations privées (Bill et Melinda Gates Foundation, David and Lucile Packard Foundation) ont été ajoutées de par leur engagement dans le développement et le financement d'initiatives dans l'action climatique. Représentante des ONG transnationales issues du Sud « global » c'est le *Bangladesh Rural Advancement Committee* (BRAC) qui a été choisie. Enfin, une ONG transnationale de protection de l'environnement (WWF) a été retenue, compte tenu de ses actions de plaidoyer et de terrain mais aussi de son articulation d'un discours sur les enjeux genre et climat.

Concernant les **agences/autorités nationales en charge de l'aide au développement**, les aspects considérés ont été les suivants :

- la part du PIB déclarée comme dédiée au développement international,
- le volume de l'aide au développement distribuée par les structures concernées,
- la diversité des axes de développement traités,
- l'ancrage historique de l'action pour le développement des structures concernées,
- le degré d'appropriation du *gender mainstreaming* (stratégies et outils dédiés),
- la capacité d'influence dans le cadre des instances international.

2.2. Catégories de documents

L'expression « documents de référence » recouvre documents stratégiques, instruments permettant d'en décliner le contenu, *policy papers*, documents d'instruction ou d'évaluation d'actions, projets ou programmes de terrain illustratifs d'orientations et d'instruments développés par l'organisation concernée.

La catégorie des **documents stratégiques** comprend :

- Les accords sur le climat et les principaux documents de suivi de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC), ainsi que des résolutions, programmes d'action ou contributions adoptées dans ce même cadre.
- Des stratégies et/ou plans d'action pluriannuels définissant leurs principes et priorité d'action, ainsi que les stratégies ou plans d'actions thématiques adoptés en matière de *gender mainstreaming*, d'action climatique et environnementale ou explicitement sur l'articulation des aspects genre et climat
- Les rapports annuels ou pluriannuels sur la mise en œuvre de ces mêmes documents
- Des référentiel et rapports d'évaluation externes ou internes (cadres logiques)
- Des documents de plaidoyer portés par l'organisation

Si elle ne peut prétendre à l'exhaustivité, du fait notamment de la non-accessibilité en ligne des documents de référence antérieurs au milieu des années 2000, voire de la non-communication au public d'un certain nombre de documents pertinents, la première catégorie entend recenser l'essentiel des documents stratégiques susceptibles de fonder l'articulation des enjeux genre et climat par l'organisation concernée.

La catégorie des **instruments** comprend de manière plus spécifique :

- Des boîtes à outils, lignes directrices, fiches action et checklists en matière de transversalisation des enjeux de genre et/ou climat,
- Des fiches pays de territoires affectés par les effets du changement climatique,
- Des modules de formation dédiés aux enjeux de genre et/ou du changement climatique
- Tout document pour les agents des organisations ou les bénéficiaires de leurs programmes à la prise en compte transversale du genre, en particulier sur des problématiques liées au changement climatique (action climatique, protection de la biodiversité, gestion des ressources naturelles, agriculture et développement).

Cette catégorie suit la même logique que la précédente, à ceci près que pour les organisations les mieux outillées – à l'image de l'AFD – un choix a été opéré pour les sous-catégories d'instruments les plus foisonnantes (fiches pays ou thématiques), afin de ne retenir qu'une sélection des plus pertinents au regard des enjeux genre et climat. Il en va de même pour les *policy papers*, catégorie diversifiée et par conséquent, potentiellement abondante.

La catégorie des **policy papers** se réfère à:

- Des *policy briefs* (enjeux genre et climat ou thématiques connexes),
- Des *working papers*, *white papers* et autres rapports scientifiques,
- Des documents présentant l'action sur ces enjeux, principalement à usage externe,
- Des productions académiques publiées directement ou bien publiées dans des revues académiques, avec la contribution ex-officio d'agent(s) de ladite organisation

La catégorie des « **exemples de mise en oeuvre** » comprend :

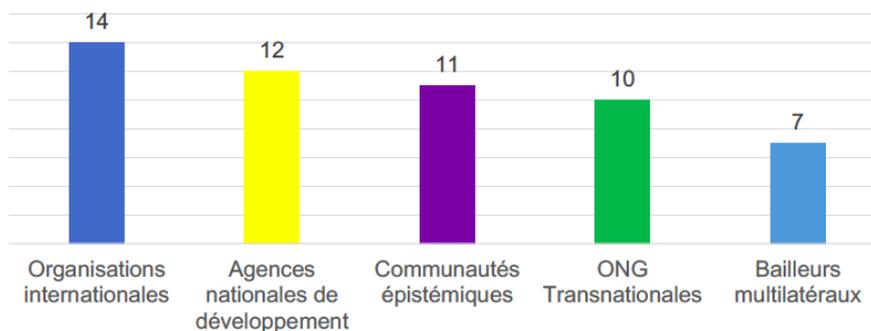
- Des exemples de programmes/projets susceptibles de par leur thématique et terrain d'implémentation, d'illustrer la mise en action des principes stratégiques et des instruments produits par l'organisation ainsi que leur (non) appropriation
- Des revues de projets par thématique ou région

Cette catégorie est principalement conçue comme une catégorie de contrôle. Par conséquent, elle n'inclut qu'un nombre limité d'exemples, au plus près des thématiques traitées et n'offrant qu'un aperçu de la mise en action des principes stratégiques et des instruments développés par l'organisation en question.

2.3. Echantillons d'organisations

Sur la base des arbitrages décrits plus haut, l'échantillon compte 54 organisations.

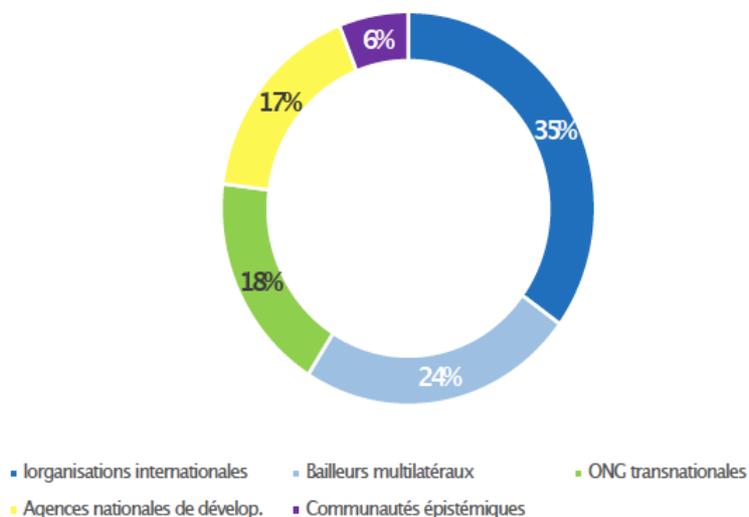
Figure 1. Nombre d'organisations par catégories d'acteurs
N = 54



Composition du corpus, par catégories d'acteurs

Le corpus qui intègre 797 documents de références reflète de manière assez fidèle le positionnement respectif de ces catégories dans l'espace global de l'aide au développement (Fig. 2) avec plus du tiers des documents retenus émanant d'une organisation internationale et près de 60% d'une organisation internationale ou d'un bailleur multilatéral. Cette répartition reflète également le positionnement central de ces types d'acteurs dans la production d'un discours normatif et d'instruments pour sa mise en œuvre à l'échelle internationale, sur les deux thématiques et ses effets. Les ratios correspondant aux documents produits par des ONG transnationales (18,1%) ou des agences et autres autorités nationales d'aide au développement (16,9%) soulignent également l'importance des deux types d'acteurs dans ce processus de cadrage. Le faible pourcentage des communautés épistémiques, illustre leur rôle périphérique dans la production de ces discours.

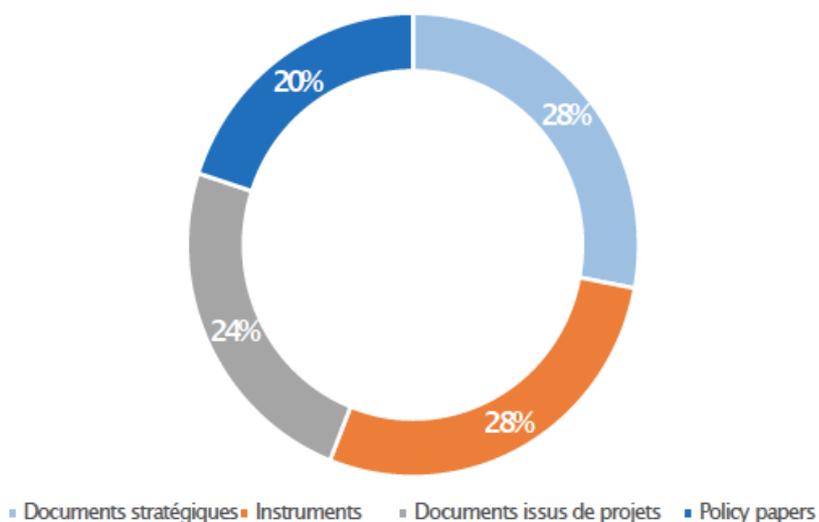
**Figure 2. Composition du corpus par catégories d'acteurs (% du total de documents)
N = 797**



Composition du corpus, par catégories de documents

Les documents du corpus se répartissent de manière assez équilibrée entre documents stratégiques, instruments, *policy papers* et exemples de mise en œuvre, de projets.

**Figure 3. Composition du corpus, par catégories de documents (%)
N = 797**



Composition du corpus, par périodes

La production de documents de référence s'est accélérée au cours des années 2010 (Conférences Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques ; Programme de travail de Lima sur le Genre (2014) ; Accord de Paris sur le Climat (2015)). Ainsi, 539 documents sur 797 (67%) ont été produits au cours des cinq dernières années, et seulement 44 (5,5%) entre 2005 et 2010.

2.4. Echantillons d'organisations

Organisations internationales (283 documents)

Cette catégorie met en exergue les productions de deux d'entre elles, la FAO (17,8%) et le PNUD (16,4%), suivies par le Programme des Nations Unies pour l'Environnement, (9,6%). Les documents de référence correspondant à la catégorie des organisations internationales, sont par ailleurs répartis de manière assez équilibrée entre les différentes catégories de documents définies, la moindre présence de documents illustrant des exemples de mise en œuvre relevant du caractère sélectif de cette catégorie.

**Tableau 1. Composition du corpus par organisation internationale
N = 28**

Organisations internationales	Documents
FAO	50
UNDP/PNUD	46
UNEP/PNUE	27
EU/UE	23
UNHCR	21
ILO/OIT	18
WFP/PAM	16
UNFCCC/CCNUCC	15
OECD/OCDE	14
WHO/OMS	12
UNFPA	11
UNOPS	10
UNICEF	9
UN Women/ONU Femmes	9

Figure 4. Composition du corpus par organisation internationale

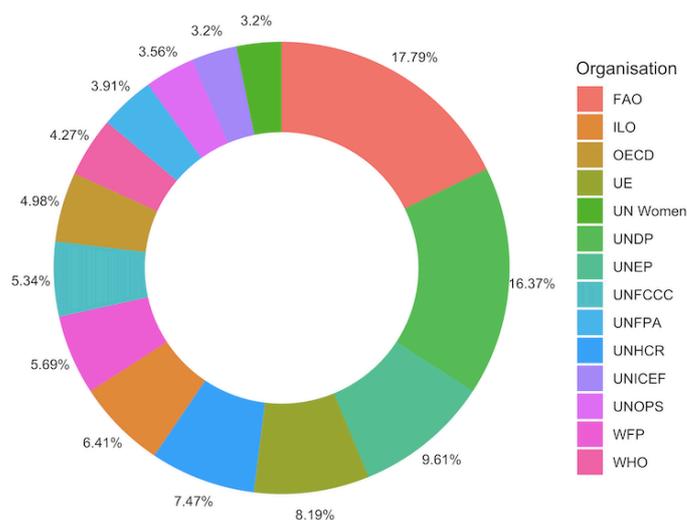
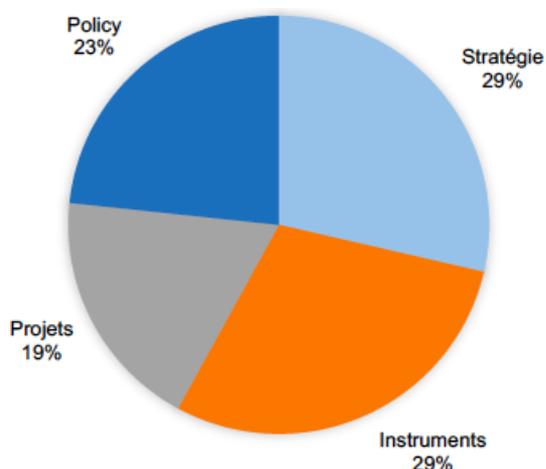


Figure 5. Composition du corpus par catégories de documents (en %)
N = 283



Bailleurs multilatéraux (190 documents)

Cette catégorie se caractérise par la forte présence du Fond Vert pour le Climat (Green Climate Fund, GCF, 60 documents. Créé en 2010, le GCF est contemporain de la montée en puissance de l'enjeu genre et climat, et constitue le principal mécanisme financier de la Convention Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique. Par ailleurs, si le Fond Monétaire International et la Banque Mondiale contribuent de manière équivalente au corpus, avec une vingtaine de documents chacun, parmi les banques régionales de développement, la Banque Africaine de Développement se distingue avec 35 documents (18,4%). Concernant la répartition par catégories de documents (Fig. 7), le même équilibre est observé entre documents stratégiques et instruments que pour celle des organisations internationales. Cependant, les exemples de mise en œuvre (71, soit 37,4%) l'emportent nettement sur les *policy papers*, ce qui s'explique par le rôle des bailleurs, qui est plus appliqué – via le financement de projets que prospectif.

**Tableau 2. Composition du corpus, par bailleur multilatéral (nombre de documents)
N = 283**

Bailleurs multilatéraux	Documents
GCF/FVC	60
AfDB/BafD	35
IMF/FMI	22
ADB/BasD	21
World Bank/BM	21
IADB/BID	18
GEF/FEM	13

Figure 6. Composition du corpus par bailleurs multilatéraux (en %)

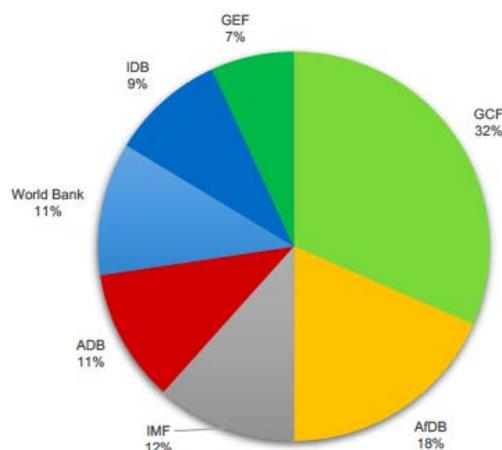
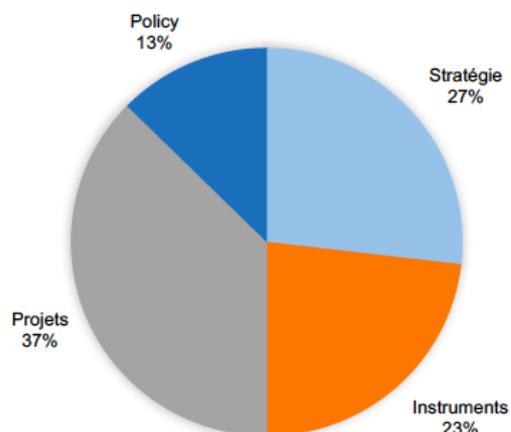


Figure 7. Par catégories de documents (en %)
N = 190



ONG transnationales (144 documents)

Cette catégorie souligne l'importante production de documents sur les enjeux de genre et/ou les enjeux environnementaux par deux des poids lourds des secteurs de l'humanitaire et de l'APD : CARE (43 documents soit 30%) et OXFAM (23 documents, soit 16%). Les organisations d'obédience chrétienne (Caritas, Christian Aid et Mercy Corps), totalisent près d'un quart des documents retenus pour cette catégorie.

**Tableau 2. Composition du corpus, par ONG transnationale (nombre de documents)
N = 144**

ONG transnationales	Documents
CARE	43
Oxfam	23
CARITAS	14
WWF/Fonds mondial pour la nature	13
Christian AID	12
Plan	12
Gates Foundation	9
BRAC	8
Packard Foundation	5
Mercy Corps	5

Figure 8. Composition du corpus, ONG transnationale (%)

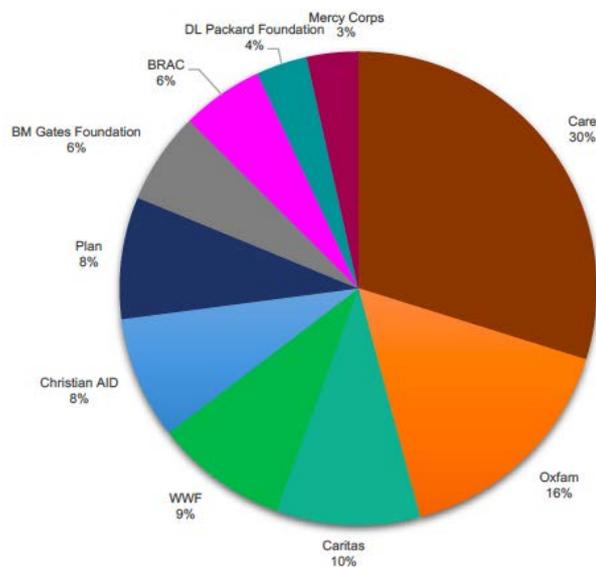
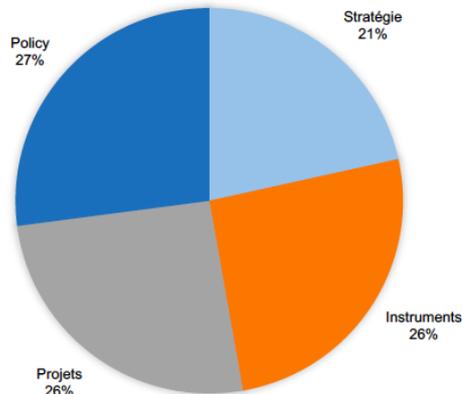


Figure 9. Par catégorie de documents (en %) N = 144



Agences et autres autorités nationales d'aide au développement-APD (135 documents)

Cette catégorie reflète les différents modèles de gouvernance de l'APD. L'essentiel des documents émanent d'agences nationales et quelques autres (ministères et/ou commissions parlementaires de tutelle).

Quoique surreprésentée, l'AFD illustre néanmoins une réalité objective, à savoir l'abondance de documents faisant référence aux enjeux genre, environnement et/ou climat ainsi que la production importante et récente des outils de *gender mainstreaming* telles les fiches genre par pays. Portée par une troisième stratégie dans le cadre d'une diplomatie féministe, la mise en œuvre d'une perspective de genre dans l'action française pour le développement s'avère davantage formalisée que pour nombre d'agences homologues, y compris pour les pays revendiquant de manière explicite (Canada, Suède) ou implicite (Espagne) les principes d'une diplomatie féministe. De plus, l'intégration de la dimension de genre avec les enjeux climatiques fait tout particulièrement écho, dans le contexte français, à la COP Paris de 2015 et au leadership revendiqué par la France sur le suivi des engagements inscrits dans l'Accord de Paris sur le climat. En deuxième position, USAid illustre une situation sensiblement différente, la majeure partie des textes retenus ayant été développés avant la fin de l'année 2016, traduisant la résistance de l'administration Trump sur ces thématiques. UKAid connaît un faible développement de ces thématiques sur les quatre dernières années, marquées par une baisse sensible de l'APD britannique dans le contexte du Brexit. Les documents identifiés pour les agences suédoise, allemande, belge, japonaise ou espagnole témoignent d'un niveau plus ou moins avancé de mise en œuvre d'une approche transversale du genre jusque sur les enjeux climatiques. Le faible nombre de références identifiées pour les agences/autorités canadienne, néerlandaise et norvégienne, offrent des niveaux limités de mise en œuvre du *gender mainstreaming*).

Tableau 4. Composition du corpus par agence et/ou autorité nationale N = 135

Agence et/ou autorité nationale	Documents
AFD	49
USAID	16
SIDA	14
GIZ	12
EnaBel	9
JICA	9
UKAID	7
AECID	6
KOIKA	4
NORAD	3
NL	3
CIDA	3

Cet échantillon est constitué pour l'essentiel et dans des proportions similaires, de documents stratégiques et d'instruments pour leur mise en œuvre. Les *policy papers*, y compris les documents au contenu plus académique ou scientifique, se trouvent ici représentés à hauteur de moins de 10%, à la différence des catégories précédentes. Compte tenu de l'abondance de documents stratégiques et d'instruments, nous n'avons retenu que les projets présentés comme emblématiques de l'articulation genre et environnement /climat.

Figure 10. Composition du corpus, agences et/ou autorités nationales (%)

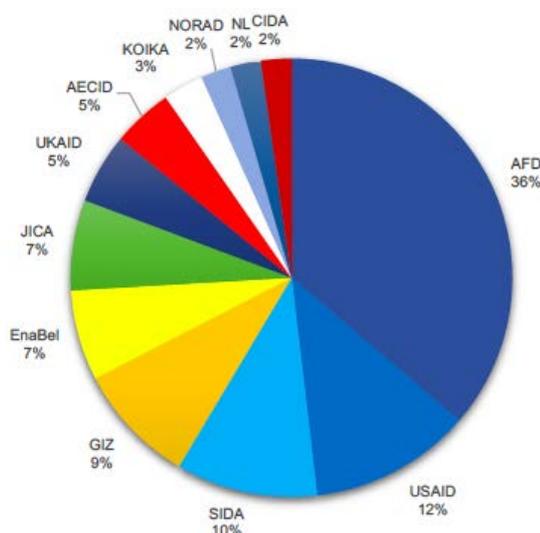
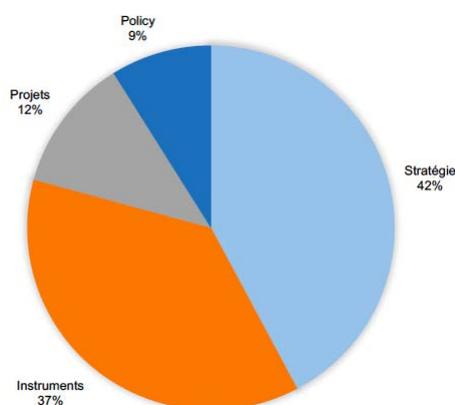


Figure 11. Par catégorie de documents (en %)

N = 135



Communautés épistémiques et/ou de pratiques (45 documents)

Cette catégorie a été étendue à la notion de communauté de pratiques, définies comme des groupes de personnes qui « *partagent une préoccupation ou une passion pour quelque chose qu'ils font et apprennent à mieux le faire en interagissant régulièrement* » (Wenger, 1998), ici des communautés d'experts et d'expertes ou de formateurs et de formatrices sur les enjeux genre et environnement/climat. Toutefois, la plupart des communautés de savoirs ou de pratiques identifiées se sont avérées de taille trop modeste, généralement délimitées à un sous-domaine et/ou une aire géographique.

Logiquement, dans le cas des communautés épistémiques ou de pratiques, les documents stratégiques sont rares, ces organisations axées sur la promotion et la diffusion des savoirs disponibles et/ou de manières de faire, privilégiant le format des *policy papers* (y compris les rapports ou études) et les instruments. Quant aux exemples de mise en œuvre, ils prennent dans ce cas précis la forme de projets visant à la diffusion de manières de faire promues au sein de ces communautés.

Tableau 5. Composition du corpus par communauté épistémique nombre de documents)

N = 45

Communautés épistémiques	Documents
IUCN/UICN	15
Autres (8 CoP)	14
IPCC/GIEC	10
CCXG/GECC	6

Figure 12. Composition du corpus, communautés épistémiques (%)

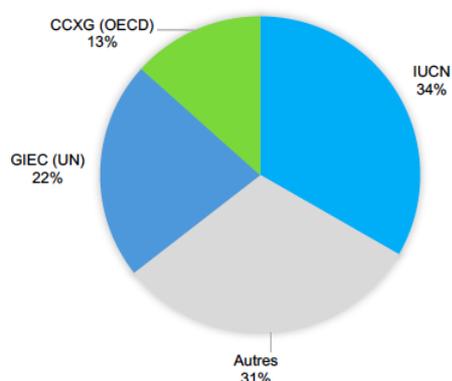
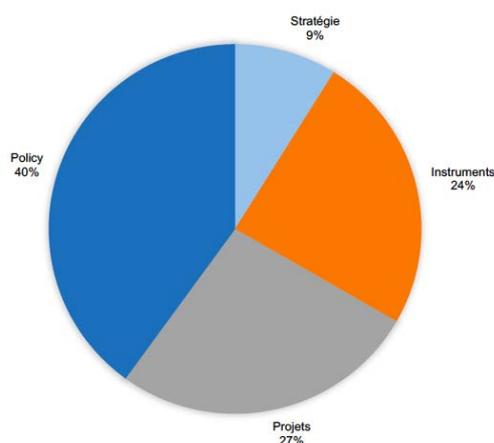


Figure 13. Par catégorie de documents (en %) N = 45



3. Codage et définition des cadres interprétatifs

Afin d'analyser le corpus détaillé dans la section précédente, une grille analytique permettant de coder les 797 documents retenus par l'équipe a été élaborée. Conformément à l'analyse des cadres interprétatifs de l'action publique, celle-ci visait à faire émerger les dimensions de diagnostic, de pronostic et à interroger les « voix » (qui parle, avec quel(s) savoirs et quelle légitimité ?) et les formes adoptées par chaque cadrage discursif. Dans le même temps, il s'agissait de positionner les différents cadrages des enjeux genre et climat au regard des glissements paradigmatiques évoqués plus haut, du référentiel/paradigme « néo-libéral » ainsi que des piliers de l'action climatique.

3.1. Elaboration de la grille de codage

A l'issue de la constitution et de la structuration du corpus, une seconde étape a permis d'élaborer une grille permettant de coder l'ensemble des documents. Par « codage », il faut entendre ici l'opération consistant à détecter dans le corpus ou une fraction de celui-ci – correspondant par exemple à l'une des 5 catégories d'acteurs ou l'une des 54 organisations, le nombre d'occurrences d'un certain nombre de mots-clés (codes) ou de la combinaison de plusieurs d'entre eux. Ce codage a été réalisé au moyen du programme Atlas grâce à ses nombreuses fonctionnalités permettant de coder automatiquement de grands volumes de documents aux formats PDF et Word et d'analyser le résultat de cette opération. Le choix de ce programme a en partie déterminé les modalités d'élaboration de la grille de codage, constituée de groupes de codes (listes de mots clés considérées comme un type de code spécifique par le programme) et de codes individuels (mots clés).

18 groupes de codes ont été constitués, dont 5 (Tab. 7) correspondent à des éléments essentiels (« macro-catégories ») pour caractériser des cadres interprétatifs :

- 1) Les concepts qui constituent des référentiels généraux au regard de l'objet de l'étude et des éléments d'analyse tels que Genre/Filles et Femmes/Féminisme ;
- 2) Les concepts fondamentaux susceptibles de définir l'approche adoptée par une organisation (Égalité de genre/des sexes, Égalité des chances, Diversité, Intersectionnalité, Inclusion)
- 3) Les autres concepts génériques qui leur sont éventuellement associés (Discriminations, Violences sexuelles ou de genre, Patriarcat...)
- 4) Les domaines d'intervention (agendas) auxquels est associé l'enjeu genre et climat par les organisations ou catégories d'acteurs (Agriculture, Développement économique, Droits humains, Éducation, Migrations, Paix et sécurité, Santé, Sécurité alimentaire
- 5) Les trois piliers de l'action climatique (Adaptation, Atténuation, Résilience)

13 autres groupes de codes (Tab. 8), composés de 3 à 20 codes chacun, ont été constitués sur un mode thématique, en nous fondant à la fois sur une analyse des titres des 797 documents du corpus et l'état de la littérature réalisé lors de la première phase de l'étude: Action climatique/Approche transversale de l'égalité (*Gender Mainstreaming*): méthode/Approche transversale de l'égalité (*Gender Mainstreaming*) : outils/*Care* (soin à autrui)/Connaissances/Empouvoirement/Intersectionnalité/ Focale sur les populations « indigènes »/Justice Climatique/Risques Climatiques/« Smart Economics »/ Terre (propriété, usage...)/Vulnérabilités.

Élaborée en anglais, la grille de codage a fait l'objet d'une traduction non littérale - par équivalences, en français et en espagnol, afin de couvrir la portion de document du corpus rédigés dans ces deux langues. L'analyse en français et en espagnol s'est limitée à la seule catégorie concernée : celle des agences nationales de développement. Pour chaque catégorie d'acteur, un « projet » spécifique a été créé dans Atlas et le codage a été réalisé au niveau de chacun de ces projets. Des filtres ont également été créés, permettant d'isoler ensuite chacune des organisations constituant les 5 catégories d'acteurs, et le résultat de l'opération de codage pour chacune des organisations étudiées. Le codage a renvoyé pour chaque code et groupe de code a un nombre « d'ancrages » (ou occurrences, d'une part, au niveau des catégories d'acteurs et au niveau de chaque organisation, d'autre part. Variables en fonction de la taille des corpus retenus pour chaque catégorie d'acteurs (constitués de 45 à 283 documents), ces nombres d'occurrences permettent d'évaluer la présence respective des quelques 150 codes appliqués, aux différentes échelles considérées. Ils constituent le socle de l'analyse, ainsi que le matériau à partir duquel ont été identifiés huit cadres interprétatifs des enjeux genre et climat à l'échelle internationale.

3.2. Codage et élaboration des proto-cadres

La première opération de codage a consisté à repérer, pour chacun des codes ainsi définis, un nombre d'occurrences - appelés « ancrages » par le logiciel Atlas. Ce travail a été mené à l'échelle des 5 catégories d'acteurs sélectionnés. Pour chacune d'elle, un « projet » a été créé sous Atlas, doté de filtres permettant de regrouper également les résultats par organisation. Le résultat de ce codage « simple » consiste en une classification des codes en fonction de leur fréquence. Certains termes, renvoyant à des catégories (femmes, filles), à des concepts génériques (genre), aux principaux domaines d'intervention des acteurs du développement international (Agriculture, Éducation...) ou aux piliers de l'action climatique, ont logiquement renvoyé à des nombres d'ancrages très élevés, de l'ordre de plusieurs milliers pour un seul type d'organisation, tandis que d'autres, correspondant à une terminologie beaucoup plus spécifique ou technique relevée lors du référencement des documents du corpus, ont renvoyé à de faibles nombres d'ancrages, de l'ordre de quelques dizaines pour l'ensemble du corpus, comme illustré ci-dessous pour la catégorie organisations internationales.

Une première opération de codage a cependant fait émerger deux constats, valables pour l'ensemble des catégories d'acteurs. Par exemple, les catégories « Women and girls », d'une part, et « Gender », d'autre part, renvoient à des nombres d'ancrages très similaires. Ceci indique la coexistence de ces deux catégories à l'échelle de la totalité du corpus, en dépit du glissement paradigmatique relevé dans la section 1 de ce rapport, depuis l'approche *Women in Development* (WiD) à l'approche *Gender and Development* (GaD) ainsi qu'en

faveur de l'approche transversale du genre, ou *gender mainstreaming* et ce dès le milieu des années 1990. En plus de la probable résilience de l'approche WiD, ce constat renvoie également à la persistance d'une appréhension de la catégorie « genre » bien souvent réduite à la simple inclusion des filles et des femmes, sans considération pour les rapports de pouvoir entre les femmes et les hommes fondés sur les normes de genre, ni pour une lecture non-binaire et/ou non hétéro-normative⁵ de la catégorie genre. Un autre constat relevé dès le premier niveau de codage, est celui de la prééminence dans les documents analysés du pilier « adaptation » sur les deux autres piliers de l'action climatique que sont l'atténuation et la résilience.

Afin de guider l'analyse, une seconde opération de codage s'est ensuite appuyée sur l'élaboration de 8 « proto-cadres » interprétatifs à partir de la grille de codage. Ceux-ci, énoncés dans le Tab. 9 Proto-cadres, sont constitués d'un titre énonçant sous forme de proposition le propos du cadre interprétatif, d'une brève description caractérisant l'approche des enjeux genre et climat correspondant au cadre et des concepts génériques, ainsi que des codes issus des 13 groupes de codes thématiques susceptibles de les caractériser, soit 11 à 32 codes pour chacun des proto-cadres ainsi définis.

Les codes associés à chacun des huit proto-cadres définis ont ensuite été combinés sous forme de « *smart codes* » par le logiciel Atlas, permettant de déterminer leurs présences respectives en termes d'ancrages pour chaque catégorie d'acteurs et chaque organisation. Pour chacun de ces deux niveaux d'analyse, cette seconde opération de codage a permis de déterminer le classement, en termes de fréquence, de chacun des huit proto-cadres, et leurs poids relatifs exprimés en pourcentage du nombre total d'ancrages renvoyés par Atlas pour chacun des smart codes associés à ces différents cadres interprétatifs. Ce second niveau de codage a donc permis de faire clairement apparaître la hiérarchie des principaux cadres interprétatifs élaborés autour des enjeux genre et climat par les organisations de notre échantillon.

⁵ Par lecture « non-binaire », il faut entendre une lecture non limitée aux seules catégories de genre fondées sur le sexe biologique. Le terme d'hétéronormativité (ou hétéronormalité) proposé par Michael Warner dès 1991, renvoie quant à lui à la norme implicite faisant de l'hétérosexualité la seule orientation sexuelle et postulant ce faisant un alignement le sexe biologique, la sexualité, les rôles et l'identité de genre. Une approche binaire et hétéro-normative du genre tend par conséquent à assimiler le genre à la variable sexe et à méconnaître le caractère socialement construit, des catégories de genre et le fait que ce caractère construit constitue précisément l'apport heuristique du vocable genre.

Tableau 6. Macro-catégories de codes

CORE CONCEPTS : REFERENTIAL	CORE CONCEPTS : APPROACH	RELATED CORE CONCEPTS	RELATED PILARS	AGENDAS
Gender Gender & Climate Girls Women Women & Climate	Diversity Equal opportunities Gender Balance Gender Equality Gender Equity Gender Inequality Gender Inequalities Inclusion Inclusive Intersectionality Transformative change Transformational change	Discrimination Discriminations Domination Gender-based discrimination Gender-based discriminations Gender-based violence Male-centered Oppression Patriarchy Sexual violence Sexism	Adaptation Mitigation Resilience	Agriculture Economic development Education Food security Health Human rights Migration Peace and security Population control

Tableau 7. Groupes de codes thématiques

CARE	CLIMATE-RELATED RISK	CLIMATE ACTION	CLIMATE JUSTICE
Care Care work Care worker Care workers	Climate-induced displacement Cross-border displaced persons Disaster displacement Displacement Disaster Emergency (action) Forced migration Irregular migration Migrant women Migration Shelter Refugee	Carbon sink Climate action Environmentally sustainable Restoring Risk reduction Sustainability	Accountability Burden sharing Climate justice Justice Just transition Power

<p>EMPOWERMENT Empowerment Empowering Women's autonomy Women's empowerment</p>	<p>FOCUS ON INDIGENOUS GROUPS Autochthonous Indigenous Tribal Native</p>	<p>GENDER MAINSTREAMING (METHOD) Action plan Capacity-building Gender mainstreaming Gender action plan Gender analysis Gender audit Gender assessment Gender budgeting Gender impact assessment Gender inclusion Gender integrated Gender responsive Gendering Gender training Mainstreaming Training</p>	<p>GENDER MAINSTREAMING (TOOLS) Checklist Guide Guidebook Guidelines Handbook Safeguards (Environmental and social) Standard Standards Toolkit</p>	
<p>INTERSECTIONALITY Age Disabilities Ethnicity Family status Gender identity Gender identities Intersectionality LGBT.Q.A.QI Race Sexual orientation</p>	<p>KNOWLEDGE Gender knowledge Feminist Knowledge Knowledge Knowledge service Knowledge transfer Knowledge circulation Traditional knowledge Wisdom</p>	<p>LAND Land ownership Land property Land rights Land use Women farmers</p>	<p>SMART ECONOMICS Affirmative finance Capabilities Carbon neutral Climate finance Climate friendly Climate-smart Climate-resilient Finance Financial Financing Green jobs Green transition Green Growth Income-generation Income-generating Invest Investment Investing Livelihood(s) Loans Low carbon economy Microcredit Value chain Value chains</p>	<p>VULNERABILITY Extreme poverty Illiteracy Poverty Vulnerable Vulnerability Vulnerabilities</p>

Tableau 8. Proto-cadres

<p align="center">Désignation du cadre interprétatif et Formulation</p>	<p align="center">Codes thématiques (smart codes) associés</p>
<p>L'action climatique d'urgence à travers le prisme des vulnérabilités <i>(Gendering emergency climate action through the lens of vulnerabilities)</i></p> <p>L'intégration du genre dans l'action pour le climat - principalement entendue au sens de l'action climatique d'urgence dans le contexte des catastrophes naturelles provoquées par les changements climatiques ainsi que leurs conséquences (déplacements forcés...) est abordée sous l'angle des facteurs de vulnérabilités tels que la pauvreté, l'analphabétisme, ainsi que l'exposition accrue des filles et des femmes aux effets des catastrophes climatiques et aux risques de violences fondées sur le genre ou d'exploitation sexuelle.</p>	<p>Action plan Checklist Climate induced displacement Climate-related risk Cross-border displaced persons Disaster Disaster displacement Displaced person Displacement Emergency(action) Extreme poverty Forced migration Gender analysis Gender assessment Gender based violence Gender impact assessment. Gender responsive Guide/Guidebook/Guidelines Illiteracy Migrant women Migration Poverty Refugee Sexual violence Shelter Toolkit Vulnerability/ties Vulnerable</p>

**Une approche de genre du changement climatique au prisme des
« smart economics »**

(Gendering climate change as smart economics)

Les femmes (et les filles) sont abordées en tant que potentielles agentes économiques de la transition « verte », dont l'implication est jugée clé pour parvenir à des économies et des sociétés décarbonnées ou neutres en carbone, plus résiliente des points de vue climatique, social et environnemental. L'accent est mis sur l'accès des femmes au crédit, à l'éducation et à la formation continue, ainsi qu'aux compétences nécessaires pour leur insertion dans l'économie de la transition verte et de la transition digitale et ce, via des actions spécifiques dans les domaines du financement, de la formation et de l'innovation

Empowerment
Empowering
Women's autonomy
Women's empowerment
Carbon neutral
Climate finance
Climate friendly
Climate-smart(finance)
Climate-resilient
Finance/Financial
Financial independence
Financing
Green jobs
Green transition
Green growth
Income generation
Income generating
Invest
Investment
Investing
Livelihood(s)
Loans
Low carbon economy
(transition)
Microcredit
Value chain(s)
Land ownership
Land property

<p>Une approche transversale appliquée à l'agenda du changement climatique (<i>Mainstreaming gender in climate change agenda</i>)</p> <p>Dans ce cadre, le <i>gender mainstreaming</i> (ou approche transversale de l'égalité), est principalement entendu comme l'intégration de la variable sexe et l'attention portée aux rôles sociaux différents des femmes et des hommes lors du design ou de la mise en œuvre d'une politique publique ou d'un programme. Il n'est toutefois pas seulement appréhendé comme une méthode, mais comme la force motrice même permettant d'intégrer le genre dans l'agenda sur le climat. Sous cet angle, les outils du <i>gender mainstreaming</i> jouent un rôle clé pour parvenir à des politiques sur le climat plus sensible à la dimension du genre, aux dépens d'un agenda plus structurel portant sur les structures genrées de pouvoir. Ce cadre ne porte en règle générale que peu d'attention à la dimension inter sectionnelle</p>	<ul style="list-style-type: none"> Action plan Capacity-building Gender mainstreaming Gender action plan Gender analysis Gender audit Gender assessment Gender budgeting Gender impact assessment Gender inclusion Gender integrated Gender responsive Gendering Gender training Mainstreaming Training Checklist Toolkit Guide Guidebook Guidelines Handbook Safeguards (Environmental and social) Standard(s)
<p>L'autonomisation des femmes et les filles dans une perspective d'adaptation au climat (<i>Empowering women and girls for climate adaptation</i>)</p> <p>Dans ce cadre, les femmes et les filles sont principalement envisagées au prisme de la division traditionnelle des rôles sexués et du travail (re)productif, laquelle varie en fonction du contexte. Leur empouvoirement est considéré clé pour renforcer l'adaptation et la résilience face aux changements climatiques. C'est la raison pour laquelle des programmes et des projets de lutte contre les effets du changement climatique sur les communautés visant spécifiquement les filles et les femmes doivent être mis en place. L'accent est par conséquent mis sur la notion « d'agency » l'accès à la propriété foncière, à l'éducation et à la prise de décision.</p>	<ul style="list-style-type: none"> Care Care workers Domestic workers Empowering Empowerment Extreme poverty Illiteracy Poverty Sustainability(Environmental) Vulnerability. Vulnerabilities Vulnerable Women farmers Women's autonomy Women's empowerment

L'intégration du genre pour une action climatique transformatrice

(Integrating gender for transformative climate action)

Le genre est abordé comme un levier de changement et de transformation dans la perspective d'une transition juste et de la justice climatique. La « transformation » dont il est question est celle des rapports de pouvoir entre les femmes et les hommes et entre différents groupes afin de parvenir à des sociétés plus justes et plus durables. Les théories féministes et sur le genre sont mobilisées de manière explicite et une forme de réflexivité est promue parmi les agents de ce processus de changement de sorte à parvenir à des transformations profondes et non cosmétiques. Ce cadre peut aller de pair avec une notion du genre plus englobante et par conséquent, moins binaire.

Accountability
Burden sharing
Carbon sink
Climate action
Climate justice
Domination
Environmentally sustainable
Feminism
Justice
Just transition
Oppression
Male centered
Patriarchy
Power
Risk reduction
Restoring
Sustainability(Environmental)
Sexism
Transformative change
Transformational change

<p>Une approche de l'enjeu genre et climat au prisme des inégalités intersectionnelles <i>(Intersectional focus on gender and climate)</i></p> <p>Il s'agit d'une approche articulant le genre avec d'autres facteurs d'inégalité ou de discrimination tels que l'âge, le statut social, le handicap afin d'appréhender les différents niveaux d'impact des changements climatiques. Bien que des facteurs de risque cumulés soient abordés, ceux-ci ne sont pas interprétés en termes de vulnérabilité, mais d'une approche inclusive et différenciée prenant en considération les groupes les plus marginalisés, tels que mes populations indigènes, les travailleurs à domicile ou les membres des collectifs LGBTQ</p>	<p>Age Autochthonous Care work Care worker Disability Disabilities Domestic work Domestic worker Ethnicity Family status Feminist Knowledge Gender identity Gender knowledge Indigenous Intersectionality LGBT(Q/QA/QI) Native Oppression Power Race Sexual orientation Tribal</p>
<p>La dimension éco-féministe : les femmes, gardiennes de la terre mère <i>(Women as mother earth's keepers)</i></p> <p>Ancré dans différents courants de l'éco-féminisme, y compris issu de philosophies ou cosmogonies autochtones du Sud associant les femmes à la préservation de la nature, ce cadre s'appuie sur des métaphores associant la terre à des traits et propriétés caractérisées comme « féminines ». A travers ce prisme, la contribution des femmes à la lutte contre les changements climatiques consiste principalement dans la préservation des communautés et écosystèmes locaux, le maintien de modes de subsistance durables et soucieux de l'environnement ainsi que leur perception – supposée différente – des risques associés aux changements climatiques, notamment du fait de leur rôle d'éducatrices et de pourvoyeuses de soin à autrui.</p>	<p>Autochthonous Feminism Feminist Knowledge Indigenous Livelihood Native Restoring Traditional knowledge Tribal Wisdom Women farmers</p>

Décoloniser le genre et l'action climatique
(*Decolonizing gender and climate action*)

Tant la dimension du genre que l'action pour le climat sont abordés au prisme d'une perspective décoloniale visant à assurer que les voix des populations indigènes et d'autres groupes marginalisés soient entendues, promouvant la réflexivité et la circulation des savoirs (au pluriel) sur le genre et le climat, plutôt qu'un simple processus de transfert de connaissance (sous-entendu du Nord vers le Sud). L'accent est mis sur les peuples autochtones et indigènes et sur la diversification des savoirs et expériences mobilisées pour aborder les changements climatiques au prisme du genre.

Autochthonous
Care worker(s)
Domestic workers
Ethnicity
Feminist Knowledge
Gender Knowledge
Indigenous
Knowledge circulation
Native
Race
Traditional knowledge
Tribal
Wisdom

3.3. Repérage de la fréquence des différents cadres interprétatifs

La définition des cadres interprétatifs autour des enjeux genre et climat répondait à une double logique. D'une part, il s'agissait d'établir les principaux cadres interprétatifs en vigueur, soit les plus fréquents à la fois en termes d'ancrages (occurrences) absolus par organisation et de fréquence relative vis-à-vis des autres cadres au sein de chaque catégorie d'acteurs et de l'ensemble du corpus étudié. D'autre part, il s'agissait de détecter l'éventuelle émergence de cadres interprétatifs complémentaires ou concurrents, définis non sur la base de leur cohérence avec les principaux points de référence de l'analyse déterminés dans l'état de l'art, mais de leur résonance avec des projets de transformation plus profonde tant de l'action climatique que des rapports sociaux de sexe dans le cadre des politiques d'aide au développement.

La première logique visait à établir un « podium » des principaux cadres interprétatifs, et les poids respectifs de l'approche transversale – essentiellement technocratique – du genre, d'une approche en termes de vulnérabilité principalement déployée dans le contexte de l'action climatique d'urgence, d'une approche en termes « d'empouvoirement » des filles et des femmes aux fins de renforcer le pilier adaptation, et de celle articulant les enjeux genre et climat avec ceux de la transition vers des économies décarbonnées. La seconde, en revanche, se proposait d'aborder le niveau de diffusion d'approches plus transformatives de l'action climatique et du genre, de la prise en compte de l'intersection du genre avec d'autres facteurs de discrimination, d'efforts visant à extraire les enjeux genre et climat de logiques postcoloniales ou encore d'un cadre issu des différents courants de l'écoféminisme et de leur rencontre avec une approche communautaire, sensible aux savoirs traditionnels.

Il s'agissait donc non seulement de mesurer les poids respectifs des cadres interprétatifs *dominants* et de les attribuer aux différentes catégories d'acteurs ainsi qu'à chacune des organisations étudiées, mais aussi de détecter les cadres *émergents* les plus susceptibles d'interroger les cadrages qui se sont imposés au regard de la diffusion de l'approche transversale du genre depuis les années 1990, du changement paradigmatique (incomplètement) opéré entre l'approche « femmes et développement » et l'approche « genre et développement » au cours de la décennie suivante ou encore des différentes étapes de la consolidation de l'agenda global de lutte contre le changement climatique, y compris la prise en compte croissante du genre à compter du milieu des années 2010. Ces deux niveaux éclairent l'appropriation des enjeux genre et climat par nos différentes catégories d'acteurs, soulignent des approches sensiblement différentes en fonction de la nature des organisations, de leurs champs d'intervention ou du contexte politique dans

lequel elles déploient leur action, tout en signalant l'émergence d'agendas portés par des projets de transformation plus fondamentale de l'action climatique au prisme notamment du genre.

L'action climatique d'urgence à travers le prisme des vulnérabilités, qui privilégie une approche dans le contexte spécifique de l'action climatique d'urgence en mettant l'accent sur divers facteurs de vulnérabilité, se classe ainsi premier pour quatre des cinq catégories d'acteurs pour lesquelles il représente plus de 20% des ancrages associés aux différents cadres, à l'exception des bailleurs multilatéraux, catégorie pour laquelle il se classe second.

Une approche de genre du changement climatique au prisme des « smart economics », qui appréhende les enjeux genre et climat au prisme du rôle économique des femmes (y compris dans la sphère du care) et à l'aune de la transition vers des économies « vertes », se classe quant à lui premier parmi les bailleurs, et second pour les quatre autres catégories d'acteurs, là aussi avec un taux d'ancrage moyen supérieur à 20% à l'exception des ONG transnationales.

Une approche transversale appliquée à l'agenda du changement climatique cadre de nature essentiellement technique où l'approche transversale et les méthodes et outils qui lui sont associés prennent le pas sur l'articulation d'un diagnostic approfondi des enjeux genre et climat, et **l'autonomisation des femmes et les filles dans une perspective d'adaptation au climat**, associé au contraire à des actions plus ciblées sur les filles et les femmes, dont l'empouvoirement est considéré comme l'une des clés du succès des politiques d'adaptation, constituent un second groupe, également bien présent dans l'ensemble des catégories, au sein desquelles l'un et l'autre se classent entre la seconde et la quatrième place.

Les trois cadres suivants : **l'intégration du genre pour une action climatique transformatrice, l'approche de l'enjeu genre et climat au prisme des inégalités inter sectionnelles et la dimension éco-féministe : les femmes, gardiennes de la terre mère**) font figures de cadres interprétatifs « challengers », porteurs de points de vue différents mais tous davantage ancrés dans les savoirs sur le genre. Leur présence dans les corpus réunis pour les différentes catégories d'acteurs est relativement faible – entre 4 et 10% des ancrages, mais ceux-ci permettent de déceler des évolutions notables dans l'appropriation des enjeux genre et climat, telle qu'une volonté d'articuler la poursuite de la justice climatique (ou a minima d'une « transition juste ») avec une transformation des rapports de pouvoir entre les sexes au moyen de l'action pour le développement. Bien qu'émergent, le cadre articulant le genre et d'autres facteurs de discrimination ou d'inégalités, tels que l'appartenance à une minorité ethnique ou linguistique ou d'autres groupes multi-discriminés, s'avère ainsi bien présent parmi certaines agences nationales ou ONG

transnationales. Quant au troisième, qui puise aux sources de l'éco-féminisme mais aussi dans la valorisation des savoirs traditionnels, il s'avère également relativement présent parmi les ONG transnationales.

Décoloniser le genre et l'action climatique qui appréhende les enjeux genre et climat au prisme des questions décoloniales et met tout particulièrement l'accent sur la circulation des savoirs entre le Nord et le Sud ou le rôle des peuples autochtones, s'avère un cadre très minoritaire mais dont au moins une organisation semble s'être davantage emparé dans chacune des catégories d'acteurs de notre corpus.

Le Tableau suivant visualise la fréquence de ces cadres interprétatifs pour l'ensemble de l'échantillon.

Tableau 9. Fréquence relative des proto-cadres dans l'ensemble du corpus

Désignation du cadre interprétatif	Fréquence
L'action climatique d'urgence à travers le prisme des vulnérabilités	Forte
Une approche de genre du changement climatique au prisme des « <i>smart economics</i> »	Forte
Une approche transversale appliquée à l'agenda du changement climatique	Forte
L'autonomisation des femmes et les filles dans une perspective d'adaptation au climat	Moyenne
L'intégration du genre pour une action climatique transformatrice	Faible
L'approche de l'enjeu Genre et Climat au prisme des inégalités inter sectionnelles	Faible
La dimension éco-féministe : les femmes, gardiennes de la terre mère	Faible
Décoloniser le genre et l'action climatique	Marginale

4. Attribution des cadres interprétatifs

4.1. Résultats par catégories d'acteurs

La hiérarchie des cadres interprétatifs présentée plus haut a été définie en fonction des « scores » obtenus par les proto-cadres pour chacune des organisations étudiées. En fonction du % moyen d'ancrage obtenu pour chaque combinaison de codes associées aux différents cadres, un classement a été défini par catégorie d'acteurs (Tab.11). Celui-ci indique la fréquence relative de chaque cadre interprétatif. Il souligne à la fois la coexistence de plusieurs cadres concurrents, et la nette prédominance au sein des différentes catégories d'acteurs d'un à trois cadres spécifiques. Ce classement est différent pour la plupart des catégories, lesquelles se distinguent également par le degré de fréquence des principaux cadres.

Ainsi, à l'échelle des 5 catégories d'acteurs, un panorama plus diversifié apparaît, qui souligne que les organisations qui constituent ces catégories se sont différemment approprié les enjeux genre et climat, en fonction de leur nature, de leurs buts, de leurs principaux domaines d'intervention, des savoirs qu'elles mobilisent et des groupes sociaux auxquelles elles s'adressent ou aux noms desquelles elles s'expriment. Les résultats reportés du Tab. 7 sont affinés (Fig 14 et 15) positionnant les organisations figurant dans les catégories d'acteurs étudiées en fonction du score obtenu par les 8 proto-cadres. Le mode de visualisation proposé par les Fig. 16 et 17 souligne ainsi qu'au sein d'une même catégorie, les organisations qui la constituent se distinguent les unes des autres par le *degré* de fréquence des différents cadres en présence.

Ce niveau agrégé par catégorie permet néanmoins de souligner que les 4 cadres les plus fréquents à l'échelle du corpus le sont également, quoique dans un ordre et des proportions variables, pour chacune des 5 catégories d'acteurs étudiés, validant ainsi l'importance concédée à l'issue de la première phase de cette étude, aux variables macro que sont la diffusion des approches *Genre et Développement* et *Femmes et Développement*, celle du *gender mainstreaming* et d'un paradigme commodément désigné comme « néo-libéral » focalisé sur le rôle des agents économiques et un « business case » de l'égalité comme de l'action climatique, censé notamment favoriser l'adhésion des décideurs économiques et des bailleurs aux objectifs fixés dans ces deux domaines. Des variables qui semblent avoir largement contribué à consolider la hiérarchie des différents discours développés autour des enjeux genre et climat, ici résumés sous formes de proto-cadres interprétatifs.

Tableau 7. Classement des cadres interprétatifs par catégorie d'acteurs
(données agrégées)

Cadre interprétatif	Bailleurs multilatéraux	Organisations internationales	ONG transnationales	Agences nationales	Communautés épistémiques
<i>Gendering emergency climate action through vulnerabilities</i>	3	1	1	1	1
<i>Gendering climate change as smart economics</i>	1	2	2	2	2
<i>Mainstreaming gender in climate change agenda</i>	2	4	4	3	3
<i>Empowering women and girls for climate adaptation</i>	4	3	3	4	4
<i>Integrating gender for transformative climate action</i>	5	6	5	5	5
<i>Intersectional focus on gender and climate</i>	7	5	6	6	7
<i>Women as mother earth's keepers</i>	6	7	7	7	6
<i>Decolonizing climate action</i>	8	8	8	8	8

Figure 14. Positionnement des catégories d'acteurs/organisations selon les scores obtenus par les proto-cadres

(Agences nationales de développement/Bailleurs multilatéraux/Organisations Internationales)

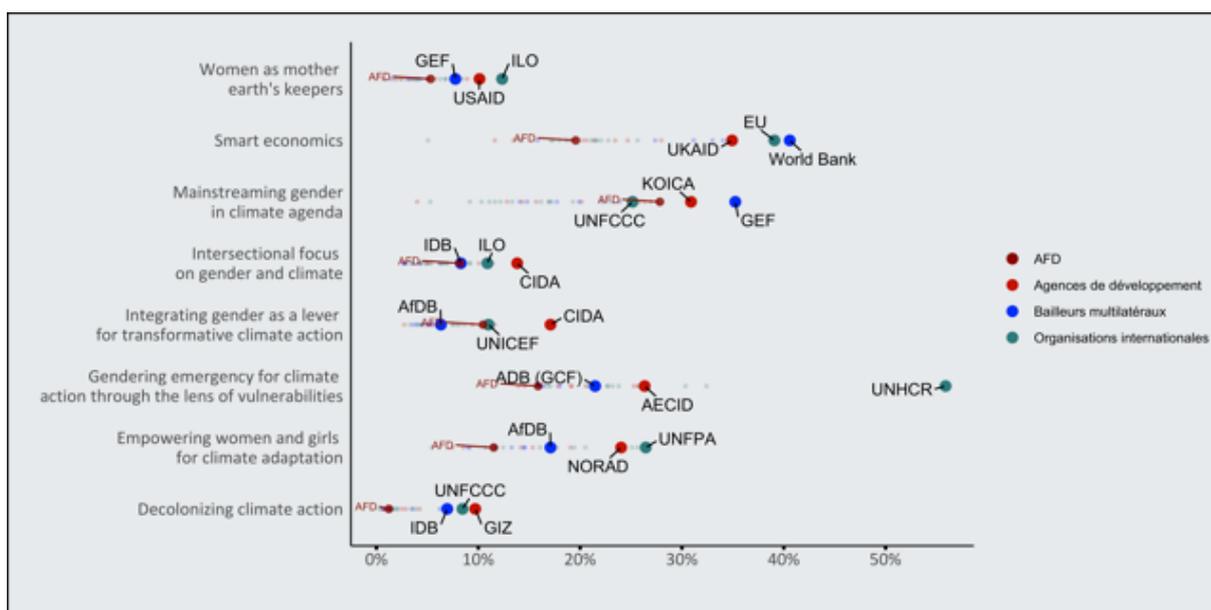
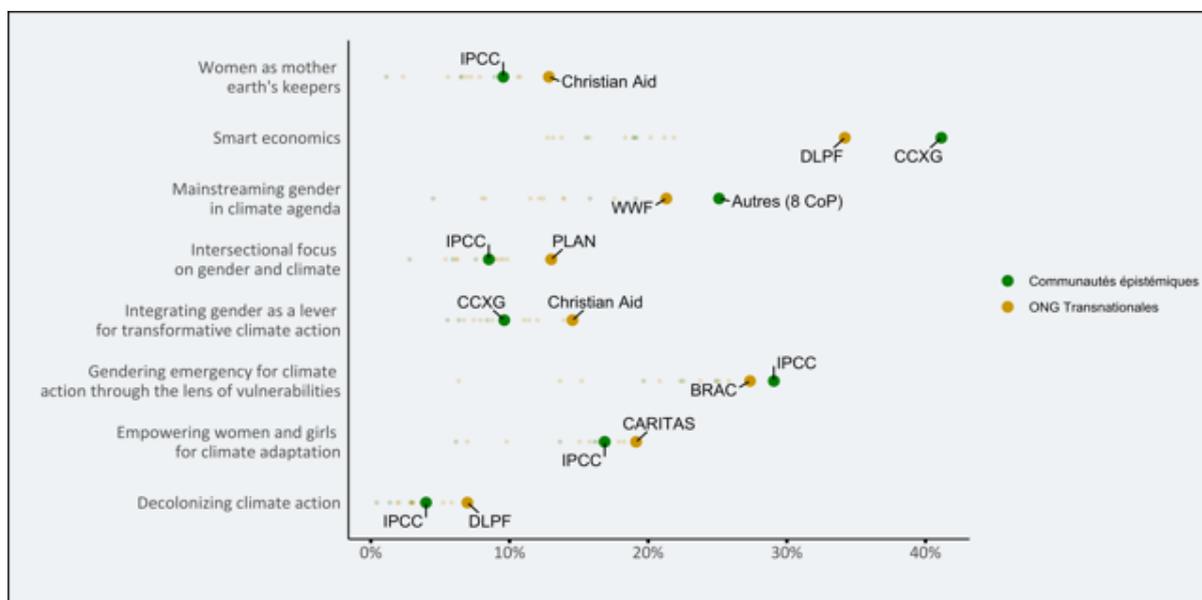


Figure 15. Positionnement des catégories d'acteurs/organisations selon les scores obtenus par les proto-cadres
(ONG Transnationales/Communautés Épistémiques)



A l'inverse, les résultats par organisations, ici présentés en % et sous formes d'histogrammes pour chaque catégorie d'acteur, pointent vers l'importance d'autres types de variables également *path-dependent*, telles que le domaine et les modalités d'intervention d'une organisation, l'antériorité de son adoption du *gender mainstreaming*, son investissement plus ou moins approfondi et ancien de l'agenda climat, qui concourent à éclairer les scores assez variables obtenus par un même cadre d'une organisation de la même catégorie à l'autre. Une amplitude qui atteint par exemple 27 points de pourcentage pour le cadre de l'approche transversale appliquée à l'agenda du changement climatique entre l'Agence de développement canadienne (4% des ancrages) et son homologue coréenne (31%).

Si l'action climatique d'urgence à travers le prisme des vulnérabilités se classe premier parmi les agences nationales de développement comme pour l'ensemble de notre échantillon, avec 21,7% des ancrages, une approche de genre du changement climatique au prisme des « smart economics » (21%) et une approche transversale appliquée à l'agenda du changement climatique (20%) obtiennent des scores pratiquement équivalents. Ce dernier est particulièrement présent parmi les agences de développement de l'UE (AECID, AFD, GIZ, EnABEL) et les agences japonaise et coréenne. Ce cadre obtient des scores nettement moins forts chez UKAid, USAid, CIDA et SIDA. Chez les trois premiers cités, les scores modestes obtenus par le cadre associé à la diffusion du *gender mainstreaming* sont susceptibles de signaler une moindre appropriation du concept méthode diffusé à compter

du milieu des années 1990 dans les instances multilatérales. En revanche, pour l'Agence suédoise pour le développement international, l'un des pionniers de l'intégration du genre, cette situation dénote plutôt un progressif glissement vers un référentiel de marché, dans le contexte de libéralisation des politiques publiques suédoises au cours de la dernière décennie.

Dans la catégorie des **baillleurs multilatéraux**, comme attendu, le cadre *l'approche du changement climatique au prisme des « smart economics »* obtient partout des scores supérieurs à 30% des ancrages, à l'exception du Fond global pour l'environnement institué au début des années 1990. A l'inverse, celle des **ONG transnationales** reflète une hiérarchie nettement moins marquée, tout juste dominée par les cadres *l'intégration du genre pour une action climatique transformatrice* et *l'approche de l'enjeu genre et climat au prisme des inégalités inter sectionnelles*, respectivement crédités de 20,5% et 19% des ancrages. Les organisations qui composent cette catégorie dans notre échantillon, présentent des hiérarchies de cadres fortement différenciées, à l'instar des deux fondations et du WWF, pour lesquels le cadre classé premier dans cette catégorie ne renvoie que 6 à 15% des ancrages.

La catégorie des **organisations internationales** présente une hiérarchie plus marquée, dominée là aussi par le cadre *l'action climatique d'urgence à travers le prisme des vulnérabilités* qui obtient 26,4% des ancrages en moyenne, et de 30 à 56% des ancrages pour la moitié des organisations qui constituent cette catégorie. Le cadre *l'autonomisation des femmes et les filles dans une perspective d'adaptation au climat* se classe par ailleurs troisième, à 17%.

S'agissant enfin des **communautés épistémiques**, une hiérarchie relativement homogène prévaut, de laquelle se distingue cependant le Groupe d'experts de l'OCDE sur le changement climatique, pour lequel domine nettement le cadre *l'approche de genre du changement climatique au prisme des « smart economics »*, à plus de 41%. Le Groupe d'experts sur le climat (GIECC) de la Conférence cadre sur les changements climatiques se distingue également, en cela que le cadre relevant du *mainstreaming* de genre y correspond à 4,5% des ancrages – une proportion trois fois moindre que pour la moyenne des communautés épistémiques étudiées. Ce faisant, le GIECC signale une appropriation très limitée du *gender mainstreaming*, reflet d'une conversion partielle, limitée et relativement peu outillée à l'agenda genre et climat.

4.2. Résultats par organisations

Le niveau des organisations, prises individuellement, fait aussi apparaître des situations où deux cadres concurrents présentent des scores très proches – comme c'est fréquemment le cas pour les organisations internationales ou les agences de développement, et d'autres où une hiérarchie très nette apparaît, avec un cadre unique particulièrement dominant,

comme c'est le cas pour les ONG transnationales, les bailleurs multilatéraux et dans une moindre mesure, les communautés épistémiques. Ces scores individuels sont également le niveau approprié pour faire apparaître des niveaux différenciés d'appropriation de nos proto-cadres « émergents ».

Ainsi, le cadre *l'intégration du genre pour une action climatique transformatrice*, qui constitue le plus fréquent de nos proto-cadres émergents, présente des niveaux d'ancrages uniformément faibles pour les organisations appartenant à la catégorie des bailleurs multilatéraux (de 3,62 à 5,45%), mais de fortes variations parmi les agences nationales de développement : de 2,72% des ancrages pour l'Agence canadienne de développement international (CIDA), à plus de 11% pour l'Agence espagnole de coopération (AECID) pour le développement international et l'Agence Française de Développement (AFD).

Ces variations sont également notables entre les ONG transnationales de notre échantillon (de 6,71% pour la grande ONG bangladaise BRAC à 14,5% pour Christian Aid), ou entre les différentes organisations du système des Nations-Unies (de 3,29% pour le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés à plus de 11% pour l'UNICEF).

Le cadre *l'approche de l'enjeu genre et climat au prisme des inégalités inter sectionnelles*, dont le niveau de fréquence pour l'ensemble de notre échantillon est proche du précédent, connaît des variations similaires, toutefois plus importantes ici pour la catégories des bailleurs multilatéraux : de 2,65% pour la Banque Africaine de Développement – ADB, à plus de 8% pour la Banque Interaméricaine de Développement – IDB, du fait notamment de l'accent mis sur les femmes appartenant à des populations indigènes ou aux catégories des travailleurs domestiques ou migrants. Ce cadre représente en moyenne plus de 9% des ancrages pour la catégorie des ONG transnationales, et jusqu'à près de 13% pour la Fondation David et Lucile Packard ou Plan International.

Faiblement représenté, le cadre *la dimension éco-féministe : les femmes, gardiennes de la terre mère* connaît cependant des niveaux de diffusion également variables. Dans la catégorie des agences nationales de développement, les niveaux d'ancrage de ce cadre oscillent ainsi entre 1,3% pour l'agence norvégienne (NORAD) et plus de 10% pour USAid. Idem pour la catégorie des bailleurs multilatéraux (de 1,45% pour le FMI à 7,75% pour le Fond Global pour l'Environnement – GEF) ou celle des ONG transnationales (entre 2,3% pour la Fondation Bill et Melinda Gates, à près de 13% pour Christian Aid.

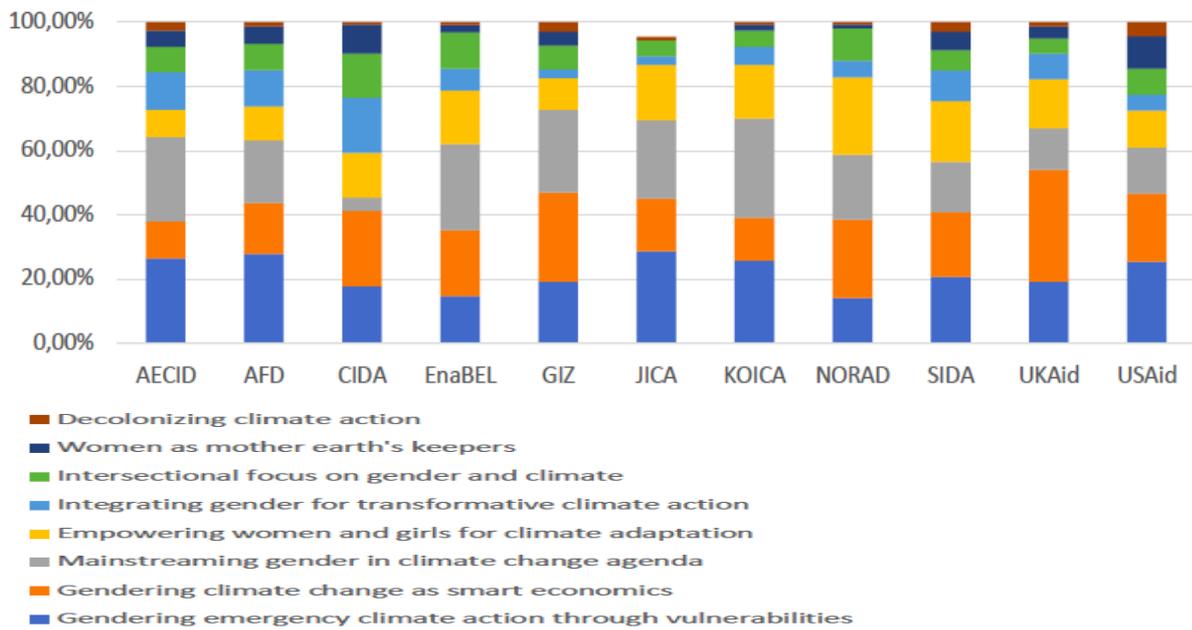
Quant au cadre *Décoloniser le genre et l'action climatique*, dont le niveau d'ancrage moyen par catégorie s'établit seulement entre 1,73% pour les agences nationales de développement et 3,69% pour les bailleurs multilatéraux, il connaît cependant des niveaux de diffusion sensiblement supérieurs pour des organisations issues de diverses catégories, telles que la Banque Interaméricaine de Développement (6,95%) ou la Fondation David et Lucile Packard (6,33%).

L'AFD : à la croisée des chemins ?

*Si l'Agence Française de Développement se distingue nettement dans notre corpus par le caractère prolifique de sa production de documents de référence sur les enjeux genre et climat (lesquels représentent plus du tiers des 135 documents étudiés pour cette catégorie), la hiérarchie des cadres interprétatifs relevée dans cette production, où domine le cadre **l'action climatique d'urgence à travers le prisme des vulnérabilités** est comparable à celle de plusieurs agences homologues (AECID, USAid, JICA, KOICA). Le cadre **une approche de genre du changement climatique au prisme des « smart economics »** s'y avère cependant moins présent que chez la plupart des agences étudiées. Si le cadre **l'intégration du genre pour une action climatique transformatrice** obtient un score (11,5%) plus élevé que la moyenne pour cette catégorie (7,96%), les autres cadres émergents renvoient en revanche des niveaux d'ancrage conformes à ceux relevés pour l'ensemble de cette catégorie. De ce point de vue, l'Agence Française de Développement, commanditaire de la présente étude, apparaît à la croisée des chemins, entre une intensification de la prise en charge des enjeux genre et climat dans le cadre de son action pour le développement, signe d'une approche transversale du genre en voie de consolidation, et un cadrage de ces questions principalement au prisme des vulnérabilités et de l'action climatique d'urgence. Or ainsi que nous le soulignons plus loin, ces différents cadrages présentent des limites en termes d'appréhension des enjeux genre et climat.*

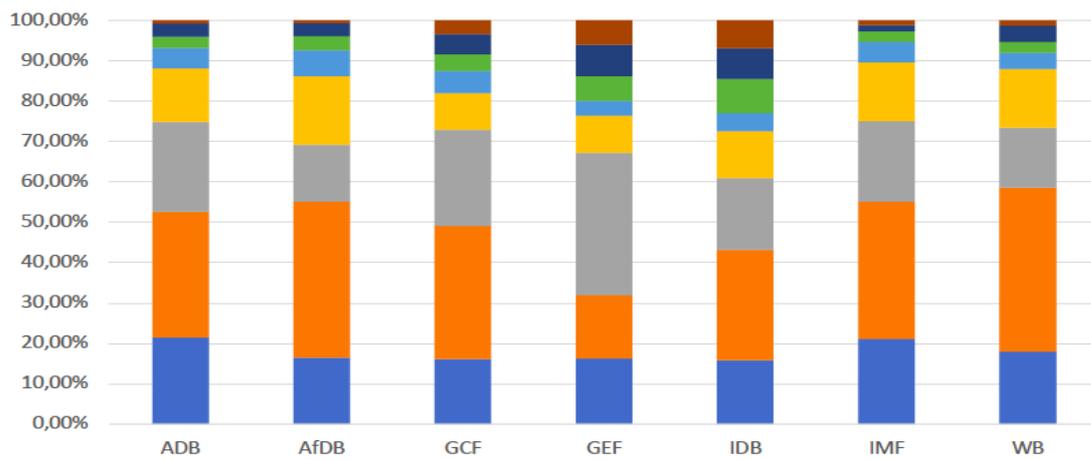
**Tableau 8 / Figure 16. Fréquence des cadres interprétatifs par organisation
Agences nationales de développement (ancrages des différents cadres, en%)**

Cadre interprétatif	AECID	AFD	CIDA	EnaBEL	GIZ	JICA	KOICA	NORAD	SIDA	UKAid	USAid	Score moyen
L'action climatique d'urgence à travers le prisme des vulnérabilités	26,34%	27,83%	17,82%	14,54%	19,09%	28,56%	25,69%	13,96%	20,56%	19,18%	25,29%	21,71%
Une approche de genre du changement climatique au prisme des « smart economics »	11,62%	15,87%	23,45%	20,63%	27,97%	16,53%	13,46%	24,68%	20,21%	34,92%	21,35%	20,97%
Une approche transversale appliquée à l'agenda du changement climatique	26,34%	19,57%	4%	26,92%	25,82%	24,35%	30,89%	20,13%	15,68%	12,83%	14,35%	20,08%
L'autonomisation des femmes et les filles dans une perspective d'adaptation au climat	8,53 %	10,47%	14,18%	16,70%	9,70%	17,30%	16,82%	24,03%	19,05%	15,34%	11,65%	14,88%
L'intégration du genre pour une action climatique transformatrice	11,62%	11,51%	17,09%	6,68%	2,73%	2,77%	5,50%	5,19%	9,41%	7,94%	4,90%	7,96%
La dimension intersectionnelle des inégalités et des discriminations dans l'articulation Genre et Climat	7,94%	8,20%	13,82%	11,39%	7,45%	4,83%	5,20%	10,06%	6,39%	4,89%	8,10%	8,15%
la dimension éco-féministe : les femmes, gardiennes de la terre mère	5,10%	5,32%	8,91%	2,36%	4,36%	4,53%	1,83%	1,30%	5,81%	3,57%	10,12%	4,52%
Décoloniser le genre et l'action climatique	2,51%	1,22%	0,73%	0,79%	2,91%	1,11%	0,61%	0,65%	2,90%	1,32%	4,25%	1,73%



**Tableau 9 / Figure 17. Fréquence des cadres interprétatifs par organisation
Bailleurs multilatéraux (ancrages des différents cadres, en %)**

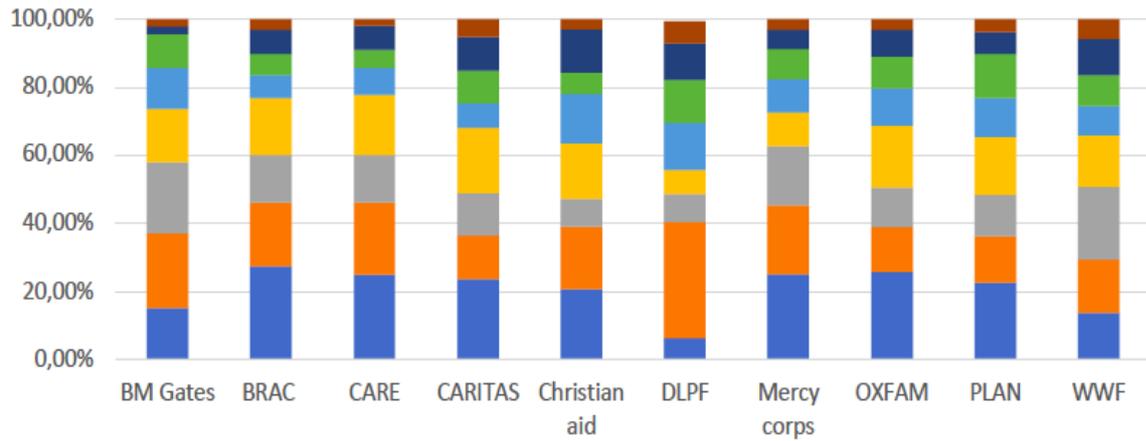
Cadre interprétatif	ADB	AfDB	GCF	GEF	IDB	IMF	WB	Score moyen
L'action climatique d'urgence à travers le prisme des vulnérabilités	21,47%	16,42%	16,11%	16,20%	15,82%	21,08%	18,01%	17,87%
Une approche de genre du changement climatique au prisme des « smart economics »	31,16%	38,67%	33%	15,82%	27,37%	34,04%	40,59%	31,52%
Une approche transversale appliquée à l'agenda du changement climatique	22,19%	14,06%	23,86%	35,24%	17,72%	19,90%	14,81%	21,11%
l'autonomisation des femmes et les filles dans une perspective d'adaptation au climat	13,27%	17,09%	8,98%	9,17%	11,70%	14,51%	14,53%	12,75%
L'intégration du genre pour une action climatique transformatrice	5,16%	6,33%	5,45%	3,62%	4,51%	5,11%	3,97%	4,88%
La dimension intersectionnelle des inégalités et des discriminations dans l'articulation Genre et Climat	2,65%	3,53%	4,18%	6,10%	8,29%	2,74%	2,77%	4,32%
la dimension éco-féministe : les femmes, gardiennes de la terre mère	3,30%	3,19%	4,95%	7,75%	7,64%	1,45%	3,99%	4,61%
Décoloniser le genre et l'action climatique	0,80%	0,71%	3,47%	6,10%	6,95%	1,17%	1,33%	2,94%



- Decolonizing climate action
- Women as mother earth's keepers
- Intersectional focus on gender and climate
- Integrating gender for transformative climate action
- Empowering women and girls for climate adaptation
- Mainstreaming gender in climate change agenda
- Gendering climate change as smart economics
- Gendering emergency climate action through vulnerabilities

**Tableau 10 / Figure 18. Fréquence des cadres interprétatifs par organisation
ONG Transnationales (ancrages des différents cadres, en %)**

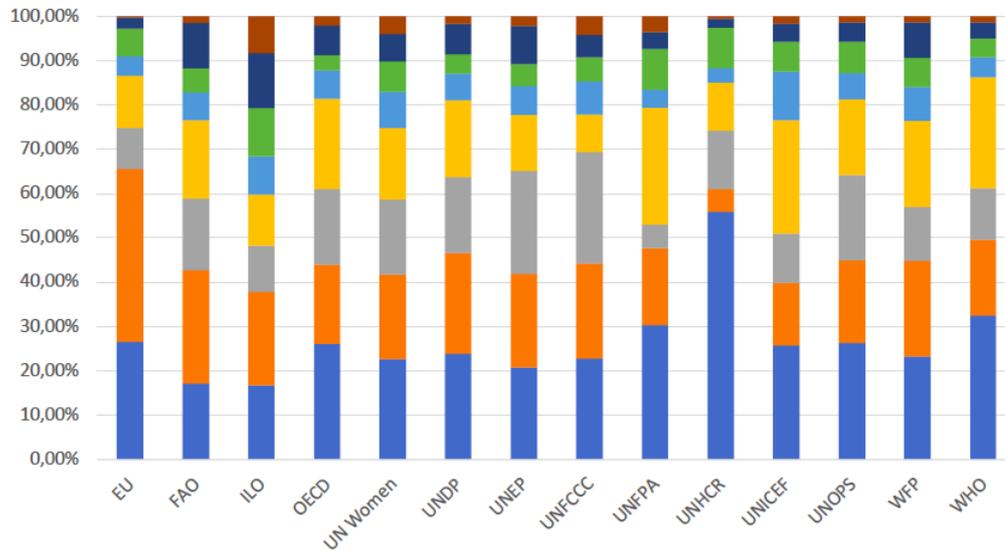
Cadre interprétatif	BM Gates	BRAC	CARE	CARITAS	Christian Aid	DLPF	Mercy corps	OXFAM	PLAN	WWF	Score moyen
L'action climatique d'urgence à travers le prisme des vulnérabilités	15,20%	27,34%	24,96%	23,75%	20,83%	6,33%	25,13%	25,81%	22,56%	13,65%	20,56%
Une approche de genre du changement climatique au prisme des « smart economics »	21,85%	18,92%	21,17%	12,74%	18,34%	34,18%	20,18%	13,15%	13,75%	15,77%	19,02%
Une approche transversale appliquée à l'agenda du changement climatique	20,98%	13,92%	13,89%	12,43%	8,03%	8,23%	17,56%	11,51%	12,15%	21,31%	14,02%
l'autonomisation des femmes et les filles dans une perspective d'adaptation au climat	15,77%	16,71%	17,88%	19,13%	16,33%	6,96%	9,79%	18,25%	16,95%	15,04%	15,28%
L'intégration du genre pour une action climatique transformatrice	12,01%	6,71%	7,90%	7,42%	14,54%	13,92%	9,79%	11,05%	11,41%	8,76%	10,35%
La dimension inter sectionnelle des inégalités et des discriminations dans l'articulation Genre et Climat	9,84%	6,20%	5,39%	9,54%	6,20%	12,66%	8,98%	9,34%	13,01%	9,04%	9,03%
la dimension éco-féministe : les femmes, gardiennes de la terre mère	2,32%	7,22%	6,88%	9,79%	12,84%	10,76%	5,55%	7,85%	6,54%	10,61%	8,05%
Décoloniser le genre et l'action climatique	2,03%	2,97%	1,93%	5,21%	2,88%	6,33%	3,03%	3,03%	3,63%	5,81%	3,69%



- Decolonizing climate action
- Women as mother earth's keepers
- Intersectional focus on gender and climate
- Integrating gender for transformative climate action
- Empowering women and girls for climate adaptation
- Mainstreaming gender in climate change agenda
- Gendering climate change as smart economics
- Gendering emergency climate action through vulnerabilities

Cadre interprétatif	EU	FAO	ILO	OECD	UN Women	UNDP	UNEP	UNFCCC	UNFPA	UNHCR	UNICEF	UNOPS	WFP	WHO	Score moyen
L'action climatique d'urgence à travers le prisme des vulnérabilités	26,54	17,09	16,81	26,06	22,66	23,79	20,78	22,74	30,35	55,89	25,77	26,27	23,19	32,42	26,45
Une approche de genre du changement climatique au prisme des « smart economics »	39,08	25,64	21,10	17,96	19,08	22,77	21,15	21,53	17,34	5,06	14,10	18,65	21,66	17,14	20,06
Une approche transversale appliquée à l'agenda du changement climatique	9,17	16,16	10,32	16,93	16,96	17,19	23,22	25,15	5,29	13,33	11,09	19,30	12,19	11,66	14,85
L'autonomisation des femmes et les filles dans une perspective d'adaptation au climat	11,80	17,71	11,61	20,52	16,06	17,26	12,64	8,45	26,45	10,74	25,62	17,06	19,42	25,07	17,07
L'intégration du genre pour une action climatique transformatrice	4,39	6,29	8,61	6,34	8,16	6,05	6,47	7,44	4,04	3,29	11,01	5,9	7,55	4,41	6,43
La dimension inter sectionnelle des inégalités et des discriminations dans l'articulation Genre et Climat	6,27	5,3920	10,90	3,37	6,87	4,36	4,94	5,43	9,11	9,21	6,75	7,02	6,58	4,26	6,46
La dimension éco-féministe : les femmes, gardiennes de la terre mère	2,74	10,26	12,34	6,78	6,29	6,82	8,63	5,0330	3,82	1,96	4,04	4,37	8,02	3,67	6,26
Décoloniser le genre et l'action climatique	0,28	1,46	8,31	2,04	3,92	1,76	2,17	4,23	3,60	0,52	1,62	1,36	1,39	1,37	2,42

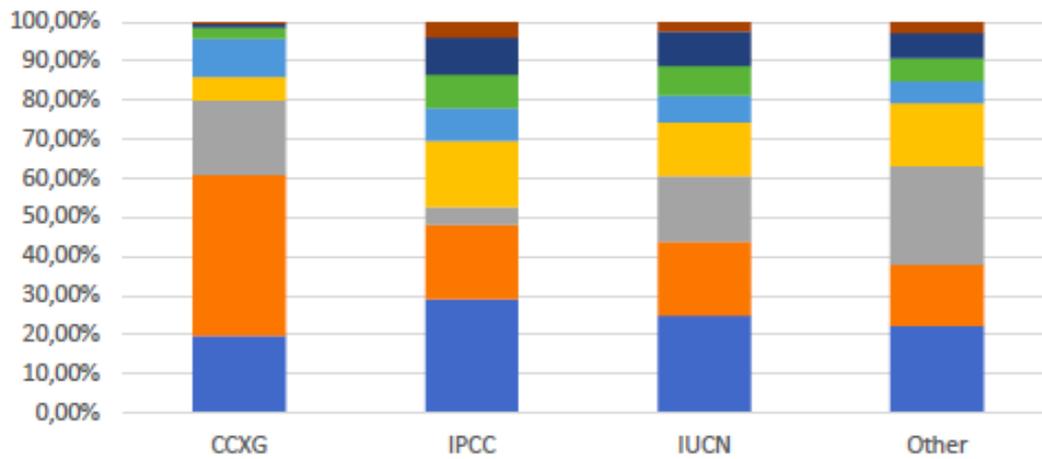
**Tableau 11 / Figure 19. Fréquence des cadres interprétatifs par organisation
Organisations internationales (ancrages des différents cadres, en %)**



- Decolonizing climate action
- Women as mother earth's keepers
- Intersectional focus on gender and climate
- Integrating gender for transformative climate action
- Empowering women and girls for climate adaptation
- Mainstreaming gender in climate change agenda
- Gendering climate change as smart economics
- Gendering emergency climate action through vulnerabilities

**Tableau 12 / Figure 20. Fréquence des cadres interprétatifs par organisation
Communautés épistémiques (ancrages des différents cadres, en %)**

Cadre interprétatif	CCXG	IPCC	IUCN	Other	Score moyen
L'action climatique d'urgence à travers le prisme des vulnérabilités	19,67%	29,06%	24,88%	22,37%	24%
Une approche de genre du changement climatique au prisme des « smart economics »	41,14%	19,16%	18,99%	15,54%	23,71%
Une approche transversale appliquée à l'agenda du changement climatique	19,11%	4,49%	16,81%	25,11%	16,38%
l'autonomisation des femmes et les filles dans une perspective d'adaptation au climat	6,14%	16,86%	13,64%	16,14%	13,20%
L'intégration du genre pour une action climatique transformatrice	9,62%	8,39%	6,81%	5,53%	7,62%
La dimension intersectionnelle des inégalités et des discriminations dans l'articulation Genre et Climat	2,79%	8,51%	7,57%	5,91%	6,20%
la dimension éco-féministe : les femmes, gardiennes de la terre mère	1,12%	9,55%	8,94%	6,50%	6,53%
Décoloniser le genre et l'action climatique	0,41%	3,98%	2,36%	2,90%	2,41%



- Decolonizing climate action
- Women as mother earth's keepers
- Intersectional focus on gender and climate
- Integrating gender for transformative climate action
- Empowering women and girls for climate adaptation
- Mainstreaming gender in climate change agenda
- Gendering climate change as smart economics
- Gendering emergency climate action through vulnerabilities

5. Finalisation des cadres interprétatifs

5.1. Référentiels, piliers de l'action climatique et domaines d'intervention (agendas)

A l'issue des deux premières opérations de codage (codage simple du corpus, puis attribution des « smart codes » associés aux 8 proto-cadres définis aux organisations de notre échantillon), une troisième et dernière opération a été réalisée à l'aide du programme Atlas.ti. Celle-ci s'est appuyée sur deux fonctionnalités du programme : a) la détermination de « co-occurrences » entre d'une part les combinaisons de codes (ou « smart codes ») caractérisant nos 8 cadres interprétatifs, et d'autre part des dimensions telles que les concepts de référence privilégiés, les piliers de l'action climatique et les agendas (domaines d'intervention) ; b) la fonction « quotations », permettant d'extraire des citations des 797 documents étudiés, afin d'illustrer les différents cadres interprétatifs identifiés. Compte tenu du temps imparti à la réalisation de cette étude, ces deux fonctionnalités n'ont été utilisées que de manière exploratoire, mais sont susceptibles d'être davantage mobilisées à l'appui de publications ultérieures.

S'agissant des co-occurrences, il était important, pour achever de caractériser les cadres interprétatifs, de croiser les smart codes associés à chacun d'eux avec les éléments mis en évidence dans une perspective *path-dependent* lors de la première phase de l'étude. Ces aspects sont documentés via des tableaux de co-occurrence tels que ceux reportés ci-après pour exemple (Tableaux 13 à 18), s'agissant des agences nationales de développement et des bailleurs multilatéraux. La première colonne renvoie aux différents cadres (faisant figurer le nombre d'ancrage total pour chacun d'entre eux dans la catégorie considérée), tandis que les colonnes suivantes renvoient aux ancrages pour chacune des dimensions considérées. Quelques enseignements se dégagent d'emblée :

Pour l'ensemble des catégories et une majorité de cadres, les catégories conceptuelles « genre » et « filles/femmes » renvoient des nombres d'ancrage équivalents, indiquant leur co-occurrence en proportions très similaires dans la plupart des cadrages. Une première hypothèse à cet égard, pointe la relative porosité entre les deux catégories, liée à une insuffisante appréhension des rapports dynamiques et hiérarchiques associés à la catégorie « genre » par l'ensemble des catégories d'acteurs mobilisés sur les enjeux genre et climat. Une seconde hypothèse peut être cependant avancée, non mutuellement exclusive avec la première, à savoir la résilience du référentiel « Femmes et Développement » parmi les acteurs des politiques de développement, en dépit de la diffusion du référentiel « Genre et Développement » depuis près de 25 ans.

Or, le caractère inachevé de ce changement de paradigme, est de nature à circonscrire le périmètre de la définition des enjeux genre et climat à une problématique d'inclusion des filles et des femmes aux programmes et projets existants, plutôt qu'une prise en compte des rapports multiples entre d'une part les normes de genre qui régissent l'accès aux ressources, à la propriété, à l'éducation, à la santé et à l'autonomie financière ainsi plus largement que la division sexuelle du travail, et d'autre part l'impact différencié du changement climatique sur les populations à raison du genre et d'autres facteurs de discrimination.

De la même manière, des trois piliers de l'action climatique, le pilier « adaptation » apparaît nettement dominant dans les différents cadres articulants les enjeux genre et climat, renvoyant généralement deux fois plus d'ancrages que chacun des deux autres piliers, et signalant ainsi que la dimension du genre est plus souvent abordée en termes d'expositions accrues aux effets du changement climatique ou au prisme des rôles sociaux traditionnellement assignés aux femmes, plutôt qu'en termes de solutions ou de transformations associées à une remise en cause plus profonde du *status quo*.

Quant aux principaux agendas associés à l'articulation des enjeux genre et climat, il s'agit de l'agriculture, de la santé et de l'éducation, dans des proportions le plus souvent équivalentes, conformément aux domaines d'intervention traditionnels des différentes catégories d'acteur. Une situation susceptible toutefois de renvoyer également à une approche en silos, là où l'entrée par les rapports sociaux de sexe appellerait davantage à un décloisonnement des différents domaines d'intervention.

**Tableau 13. Co-occurrences
Cadres/Référentiels, Agences Nationales de Développement**

	◇ Feminist(ism) /... ④ 429	◇ Gender / Genre / Género ④ 10965	◇ Gender and climate /... ④ 90	◇ Women + Girls /... ④ 10918	◇ Women and climate... ④ 4
◇ Addressi... ④ 2575	36	1149	10	1251	2
◇ Decolonizi... ④ 525	6	188	1	233	
◇ Empower... ④ 2790	35	1342	13	1675	2
◇ Genderin... ④ 3276	38	1808	27	1355	2
◇ Genderin... ④ 4613	41	1664	20	1948	
◇ Genderin... ④ 4649	60	2294	33	1920	2
◇ Integrati... ④ 1641	429	634	4	856	
◇ Intersecti... ④ 1732	38	742	2	1005	
◇ Mainstre... ④ 4760	59	3032	40	1803	1
◇ Women... ④ 1439	429	402	5	646	

Tableau 14. Co-occurrences
Cadres/Piliers de l'action climatique, Agences Nationales de Développement

		◇ Adaptation... 912	◇ Mitigation /... 493	◇ Resilience /... 352
◇ Addressing vulnerabilities	2575	180	70	118
◇ Decolonizing climate action	525	22	10	8
◇ Empowering women and girls for climate adaptation	2790	178	83	105
◇ Gendering climate action	3276	166	75	95
◇ Gendering climate change as smart economics	4613	321	202	137
◇ Gendering emergency climate action through the lens of vulnerabili...	4649	281	116	163
◇ Integrating gender as a lever for transformative climate action	1641	76	34	51
◇ Intersectional focus on gender and climate	1732	41	24	25
◇ Mainstreaming gender in climate change agenda	4760	135	89	50
◇ Women as mother earth's keepers	1439	75	27	50

Tableau 15. Co-occurrences
Cadres/Agendas (domaines d'intervention), Agences Nationales

		◇ Agriculture... 1369	◇ Economic d... 155	◇ Education /... 1465	◇ Food securi... 278	◇ Health / Sa... 1641	◇ Human righ... 449	◇ Migration /... 195	◇ Peace and s... 57
◇ Addressing vulnerabilities	2575	208	34	254	75	315	128	195	11
◇ Decolonizing climate action	525	51	7	47	9	47	45	9	
◇ Empowering women and girls for cl...	2790	252	41	338	89	436	87	40	10
◇ Gendering climate action	3276	189	15	212	57	268	121	56	15
◇ Gendering climate change as smart...	4613	424	50	346	88	404	85	48	8
◇ Gendering emergency climate actio...	4649	337	39	357	96	413	154	195	18
◇ Integrating gender as a lever for tra...	1641	63	16	113	21	121	56	19	10
◇ Intersectional focus on gender and...	1732	93	16	176	22	173	78	23	3
◇ Mainstreaming gender in climate ch...	4760	261	30	435	50	305	83	16	13
◇ Women as mother earth's keepers	1439	197	14	72	49	117	63	35	6

**Tableau 16. Co-occurrences
Cadres/Référentiels, Bailleurs multilatéraux**

		◇ Feminist / F... ④ 53	◇ Gender ④ 9119	◇ Gender and... ④ 172	◇ Women +... ④ 8602	◇ Women an... ④ 1
◇ Decolonizing climate action	④ 960	2	292	2	317	
◇ Empowering women and girls for climate adaptation	④ 4892	6	1856	37	2416	
◇ Gendering emergency climate action through the lens of vulnerabilities	④ 6782	5	2485	65	2020	1
◇ Integrating gender as a lever for transformative climate action	④ 1837	53	583	22	493	
◇ Intersectional focus on gender and climate	④ 1517	3	521	3	583	
◇ Mainstreaming gender in climate change agenda	④ 7312	6	3715	82	2241	1
◇ Smart economics	④ 12510	11	2729	69	2872	
◇ Women as mother earth's keepers	④ 1585	53	466	9	647	

**Tableau 17. Co-occurrences
Cadres/Piliers de l'action climatique, Bailleurs multilatéraux**

		◇ Adaptation ④ 2594	◇ Mitigation ④ 2036	◇ Resilience ④ 1266
◇ Decolonizing climate action	④ 960	73	71	27
◇ Empowering women and girls for climate adaptation	④ 4892	520	288	395
◇ Gendering emergency climate action through the lens of vulnerabilities	④ 6782	801	504	557
◇ Integrating gender as a lever for transformative climate action	④ 1837	184	168	122
◇ Intersectional focus on gender and climate	④ 1517	92	88	44
◇ Mainstreaming gender in climate change agenda	④ 7312	539	511	270
◇ Smart economics	④ 12510	1255	1008	767
◇ Women as mother earth's keepers	④ 1585	204	131	135

**Tableau 18. Co-occurrences
Cadres/Agendas (domaines d'intervention), bailleurs multilatéraux**

	◇ Agriculture ④ 1834	◇ Economic d... ④ 143	◇ Education ④ 1272	◇ Food security ④ 15	◇ Health ④ 1689	◇ Human rights ④ 187	◇ Migration ④ 33	◇ Peace and s... ④ 29
◇ Decolonizing clim... ④ 960	33	4	80		102	37	2	
◇ Empowering wo... ④ 4892	411	47	457	7	661	75	11	7
◇ Gendering emer... ④ 6782	454	40	346	7	545	78	33	8
◇ Integrating gend... ④ 1837	141	6	113	2	186	22	3	7
◇ Intersectional fo... ④ 1517	106	6	134	1	222	44	2	2
◇ Mainstreaming... ④ 7312	306	32	367	7	430	74	5	7
◇ Smart economi... ④ 12510	992	61	500	8	687	66	14	7
◇ Women as moth... ④ 1585	154	12	102	1	179	39	7	2

5.2. Cadres interprétatifs finalisés)

Sur la base de cette troisième et dernière opération menée à l'aide d'Atlas.ti, une version finalisée des huit proto-cadres initialement identifiés a pu être proposée. Celle-ci, reportée dans les tableaux suivants constitue l'aboutissement de cette étude, en ce qu'elle présente, de manière condensée et aisément appropriable, les principales caractéristiques des discours développés autour des enjeux genre et climat depuis la fin de la décennie 2000, à la fois sous l'angle des diagnostics posés et des types de solution proposés.

L'action climatique d'urgence à travers le prisme des vulnérabilités

<p>Description</p>	<p>L'intégration du genre dans l'action pour le climat - principalement entendue au sens de l'action climatique d'urgence dans le contexte des catastrophes naturelles provoquées par les changements climatiques ainsi que leurs conséquences (déplacements forcés...) est abordée sous l'angle des facteurs de vulnérabilités tels que la pauvreté, l'analphabétisme, ainsi que l'exposition accrue des filles et des femmes aux effets des catastrophes climatiques et aux risques de violences fondées sur le genre ou d'exploitation sexuelle.</p>
<p>Diagnostic (qu'est-ce qui doit être résolu ?)</p>	<p>Les femmes sont touchées de manière disproportionnée et différenciées aux différents niveaux des crises (d'urgence) climatiques. Leur subordination ou soumission à la domination masculine, leur manque d'autonomie financière, leur faible accès à l'éducation et à la santé et leur rôle de premières dispensatrices de soins constituent des facteurs supplémentaires de vulnérabilité. Ces vulnérabilités peuvent résulter de l'état matrimonial, des enfants à charge, de la grossesse, de la pauvreté (extrême), de l'analphabétisme ou de l'appartenance à des groupes particulièrement défavorisés tels que les castes inférieures, les minorités ethniques ou religieuses. Les catastrophes induites par le climat et leurs conséquences - telles que des taux de mortalité plus élevés ou une plus grande exposition des filles et des femmes à la violence et à l'exploitation sexuelles, doivent être spécifiquement traitées.</p>
<p>Causalité (à qui la responsabilité incombe-t-elle ?)</p>	<p>Les normes sociales de genre tendent à accorder aux femmes un capital scolaire et social moindre. Ceci se cumule avec d'autres types d'inégalités et augmente encore leur vulnérabilité aux risques induits par le climat et leurs conséquences. Dans le contexte de l'action climatique d'urgence, un manque de sensibilité au genre peut conduire à approfondir davantage l'impact de ces vulnérabilités sur les femmes et les filles.</p>

Prognostic (que faire ?)	L'action climatique devrait impliquer une approche structurée des facteurs de vulnérabilité afin que ceux-ci soient traités de manière appropriée. Dans le contexte spécifique de l'action climatique d'urgence, les protocoles d'intervention doivent systématiquement comporter une évaluation sexo-spécifique des risques et des besoins et fournir des solutions sensibles au genre pour remédier à ces vulnérabilités.			
Appel à l'action (qui va s'emparer du sujet ?)	Alors que tous les acteurs de l'action pour le climat devraient accorder une plus grande attention aux vulnérabilités sexo-spécifiques, il incombe principalement aux organisations internationales, aux ONG et aux organismes de financement multilatéraux impliqués dans les déplacements forcés post-catastrophe et/ou induits par le climat, de mettre en œuvre des instruments d'intervention sensibles au genre.			
Voix (qui parle et au nom de qui ?)	Les femmes et les filles courant un plus grand risque de subir l'impact des catastrophes et des crises induites par le climat en raison des effets (combinés) de multiples facteurs de vulnérabilité. Les femmes appartenant à un groupe particulièrement défavorisé dans les scénarios post-catastrophe.			
Attribution du cadre (classement des cadres par catégorie)	Agences nationales de développement	1	Bailleurs multilatéraux	3
	Organisations internationales	1	ONG transnationales	1
	Communautés épistémiques	1		

Chronologie d'émergence	A partir du milieu des années 2000
--------------------------------	------------------------------------

Une approche de genre du changement climatique au prisme des « smart economics »

<p>Description</p>	<p>Les femmes (et les filles) sont considérées comme des agents économiques potentiels de la transition verte, dont l'implication est essentielle pour progresser vers des économies et des sociétés neutres en carbone, résilientes au changement climatique et durables sur le plan social et environnemental. L'accent est ainsi mis sur l'accès des femmes au crédit, à l'éducation et à la formation, aux compétences numériques et vertes à travers des actions et dispositifs spécifiques dans les domaines de la finance, du renforcement des capacités et de l'innovation.</p>
<p>Diagnostic (qu'est-ce qui doit être résolu ?)</p>	<p>Le changement climatique est le résultat de l'utilisation de ressources et de technologies non durables. C'est aussi le produit de sociétés socialement divisées où le manque d'accès à la terre et aux biens communs de base abaisse le niveau de résilience aux crises climatiques. Il met un prix plus élevé sur la transition verte pour les pays à revenu faible et intermédiaire, ce qui peut conduire à creuser toutes sortes d'écart en termes de développement, y compris du point de vue du genre, car les femmes sont en première ligne pour faire face à l'impact quotidien du changement climatique sur les moyens de subsistance et l'environnement.</p>
<p>Causalité (à qui la responsabilité incombe-t-elle ?)</p>	<p>Manque de pouvoir d'agence (« agency »), manque d'accès à l'autonomie financière et au crédit, manque d'accès à la propriété foncière, manque de compétences numériques et autres pertinentes pour la transition verte, manque de chaînes de valeur sensibles au genre et au climat.</p>
<p>Prognostic (que faire ?)</p>	<p>Les femmes (et les filles) devraient être spécifiquement ciblées par les politiques économiques intelligentes (« smart economics ») visant à adapter les économies et les sociétés aux défis du changement climatique. En répondant spécifiquement à leurs besoins et en mettant en œuvre des politiques spécifiques, une approche genre contribuera à accélérer la transition verte vers des économies neutres en émissions carbone et des sociétés plus résilientes face au climat.</p>

Appel à l'action (qui va s'emparer du sujet ?)	<p>Les gouvernements régionaux et nationaux, les organismes de financement publics et privés, y compris les banques de développement et les banques privées, ainsi que d'autres agents économiques, devraient unir leurs forces pour garantir que les femmes soient pleinement impliquées dans la transition vers des économies résilientes et sobres en carbone. Leurs leviers devraient inclure l'accès au (micro-) crédit, la formation (en mettant l'accent sur les compétences numériques et d'autres compétences pertinentes pour la transition verte) et l'emploi rémunéré, et le soutien durable aux moyens de subsistance des communautés.</p>			
Voix (qui parle et au nom de qui ?)	<p>Les femmes en tant qu'agents économiques (principalement dans les domaines du travail rémunéré ou de l'auto-emploi) / Les agricultrices</p>			
Attribution du cadre (classement des cadres par catégorie)	Agences nationales de Développement	2	Bailleurs multilatéraux	1
	Organisations internationales	2	ONG transnationales	2
	Communautés épistémiques	2		
Chronologie d'émergence	Dès le début des années 2010			

Une approche transversale appliquée à l'agenda du changement climatique

<p>Description</p>	<p>Dans ce cadre, l'intégration de la dimension de genre, principalement comprise comme l'intégration de la variable sexe et la prise en compte des différents rôles sociaux des femmes et des hommes dans la conception et la mise en œuvre d'une politique ou d'un programme, n'est pas seulement une méthode, mais aussi l'élément moteur de la prise en compte du genre dans l'agenda du changement climatique. Par conséquent, les outils d'intégration jouent un grand rôle dans la réalisation de politiques de changement climatique plus sensibles au genre, peut-être au détriment d'un programme plus structurel démêlant les structures de pouvoir sexo-spécifiques. Ce cadre n'implique généralement pas de perspective inter sectionnelle.</p>
<p>Diagnostic (qu'est-ce qui doit être résolu ?)</p>	<p>L'action climatique nécessite une intégration effective du genre, en s'appuyant sur les outils (tels que les audits de genre/évaluations d'impact/boîtes à outils/listes de contrôle) développés dans les politiques de développement depuis la fin des années 1990. Pourtant, les parties prenantes restent souvent sous-équipées et ont des compétences techniques limitées pour mettre en œuvre efficacement l'intégration du genre, ce qui conduit à consolider davantage ou à laisser les préjugés/biais sexistes incontestés dans les interventions d'action climatique visant à soutenir l'adaptation, l'atténuation et la résilience.</p>
<p>Causalité (à qui la responsabilité incombe-t-elle ?)</p>	<p>Les organisations internationales, les ONG transnationales, les organismes de financement multilatéraux et les agences nationales de développement sont tenus de développer des outils et des instruments sur mesure pour soutenir la mise en œuvre de l'intégration du genre dans les interventions liées au climat, en s'appuyant sur une expertise interne et externe suffisante en matière de genre.</p>

Prognostic (que faire ?)	<p>Un ensemble complet d'outils et d'instruments actualisés et adaptés pour l'intégration de la dimension de genre, y compris des audits de genre/évaluation d'impact/boîtes à outils/listes de contrôle/formation et d'autres activités de renforcement des capacités, devrait être disponible dans chaque organisation, en considérant également à qui ces instruments sont destinés (personnel interne, personnel local, ONG locales). Chaque intervention liée au climat, de sa conception à son évaluation ex post, devrait intégrer la dimension de genre, principalement comprise comme une prise en compte des différents rôles et positions des femmes et des hommes dans la société et de la manière dont ceux-ci doivent être pris en compte dans l'adaptation du contenu et des cibles des projets ou programmes. Des synergies peuvent être déclenchées entre les processus d'intégration du climat et du genre.</p>			
Appel à l'action (qui va s'emparer du sujet ?)	<p>Unités ou groupes de travail sur le genre, expert.e.s en genre, formateurs et formatrices en genre agissant au niveau central ou sur le terrain, avec le soutien des instances de direction des organisations.</p>			
Voix (qui parle et au nom de qui ?)	<p>Les ressources humaines internes et externes ainsi que les partenaires locaux dont les capacités d'intégration du genre doivent être renforcées par des expert.e.s, des formateurs et des formatrices en genre (généralement issus du/formés dans le Nord).</p>			
Attribution du cadre (classement des cadres par catégorie)	Agences nationales de Développement	3	Bailleurs multilatéraux	2
	Organisations internationales	4	ONG transnationales	4
	Communautés épistémiques	3		

Chronologie d'émergence	Dès la fin des années 1990
--------------------------------	----------------------------

L'autonomisation des femmes et des filles dans une perspective d'adaptation au climat

<p>Description</p>	<p>Les femmes (et les filles) sont principalement déterminées par la division sexo-spécifique traditionnelle du travail reproductif et productif et leurs rôles socialement attribués en fonction du contexte. Leur autonomisation est considérée comme essentielle pour renforcer l'adaptation et la résilience au climat pour lesquelles il est nécessaire de mettre en place des programmes et des projets qui les ciblent ou les impliquent spécifiquement dans la lutte contre l'impact direct du changement climatique sur les communautés. L'accent est alors mis sur l'accès à l'agence (« agency »), à la propriété foncière, à l'éducation et à la prise de décision.</p>
<p>Diagnostic (qu'est-ce qui doit être résolu ?)</p>	<p>Les femmes et les filles subissent l'impact du changement climatique de différentes manières, souvent en fonction de leur genre. Elles ont longtemps été négligées dans les politiques et programmes visant à lutter contre le changement climatique et les défis environnementaux. Dès lors, il est jugé important de les cibler et/ou de les impliquer dans les politiques et programmes pour leur donner les moyens de contribuer à l'adaptation et à la résilience, et renforcer ainsi en partie l'efficacité de ces politiques et de ces programmes.</p>
<p>Causalité (à qui la responsabilité incombe-t-elle ?)</p>	<p>Les organisations qui conçoivent et mettent en œuvre des programmes et des projets aveugles au genre, qui ne ciblent pas et n'impliquent pas les femmes et les filles dans l'amélioration de l'adaptation au climat dans les zones touchées par les risques ou les aléas induits par le climat. Les inégalités et les stéréotypes sexistes généralisés susceptibles de brouiller la contribution des filles et des femmes à la lutte contre le changement climatique, notamment par le biais de normes culturelles et sociales de genre.</p>
<p>Prognostic (que faire ?)</p>	<p>Les politiques et programmes visant à renforcer l'adaptation et la résilience au changement climatique devraient également cibler les filles et les femmes, en les autonomisant grâce à l'accès à l'éducation, à l'autonomie financière et à la prise de décision, afin qu'elles puissent contribuer efficacement à leur mise en œuvre. Cette contribution est principalement subordonnée à la division du travail entre les sexes existant dans les sociétés ou les communautés affectées.</p>

Appel à l'action (qui va s'emparer du sujet ?)	Les bailleurs de fonds multilatéraux et les ONG transnationales, éventuellement avec le soutien d'organisations internationales, devraient veiller à ce que leurs politiques, programmes et projets répondent aux besoins spécifiques des filles et des femmes et leur offrent des opportunités d'autonomisation dans le cadre des efforts d'adaptation au changement climatique.			
Voix (qui parle et au nom de qui ?)	Filles et femmes issues de communautés et de pays touchés par le double impact du changement climatique et des inégalités de genre / Agricultrices / Indépendantes.			
Attribution du cadre (classement des cadres par catégorie)	Agences nationales de Développement	4	Bailleurs multilatéraux	4
	Organisations internationales	3	ONG transnationales	3
	Communautés épistémiques	4		
Chronologie d'émergence	Dès la fin des années 1990			

L'intégration du genre pour une action climatique transformatrice

<p>Description</p>	<p>Dans la poursuite de la justice climatique et d'une transition juste, le genre est considéré comme un levier de changement transformateur. Par « transformateur », on induit la transformation des rapports de pouvoir entre les femmes et les hommes et les différents groupes sociaux, dans la perspective de sociétés plus justes et plus durables. Les théories féministes et de genre sont mobilisées et l'autoréflexivité est promue parmi les agents de ce processus de changement, afin d'obtenir une transformation structurelle plutôt que cosmétique. Ce cadrage peut impliquer une notion plus large et moins binaire du genre.</p>
<p>Diagnostic (qu'est-ce qui doit être résolu ?)</p>	<p>Les changements climatiques et les crises climatiques qui en découlent sont aussi – sinon principalement – le résultat de sociétés inégalitaires construites sur un modèle patriarcal, sociétés qui ont favorisé des voies de développement économique tirées par l'exploitation de ressources non durables, les divisions internationales et sexospécifiques du travail, approfondissant ainsi les inégalités mondiales et aggravant l'exploitation des ressources naturelles non renouvelables. Comme les inégalités entre les sexes sont une partie essentielle des structures sociales et historiques qui ont produit le changement climatique, la transformation des relations de pouvoir entre les sexes doit faire partie des solutions. Par conséquent, l'action climatique devrait également viser à transformer le statu quo de la relation de genre, en s'appuyant sur les connaissances des approches féministes et des perspectives de genre.</p>
<p>Causalité (à qui la responsabilité incombe-t-elle ?)</p>	<p>Les changements climatiques et les crises qui en découlent sont (aussi) le produit de sociétés humaines patriarcales et des modèles sexués de la ou des divisions mondiales du travail. Les parties prenantes du développement international ne reconnaissent pas le lien fondamental entre les sociétés non durable et inégalitaires selon le genre d'une part et les économies d'autre part, limitant ainsi l'intégration du genre à l'inclusion des femmes et des filles dans les programmes ou projets, plutôt que de remettre en question le statu quo.</p>

Prognostic (que faire ?)	<p>Pour réaliser des changements structurels et lutter contre le dérèglement climatique dans une perspective de genre, il est nécessaire de remodeler les cadres d'intervention, les priorités de financement et les objectifs mêmes des interventions liées au climat, en vue de parvenir à des sociétés et des communautés plus justes, résilientes et égalitaires entre les sexes. La prise en compte de la dimension de genre ne doit pas se limiter à inclure les femmes et les filles dans les politiques, programmes et projets, mais à remettre en question les relations inégalitaires de pouvoir entre les femmes et les hommes, en se concentrant sur la transformation des normes de genre et en luttant contre les discriminations fondées sur le sexe.</p>			
Appel à l'action (qui va s'emparer du sujet ?)	<p>Toutes les parties prenantes du développement et de l'action pour le climat sont concernées et doivent s'appuyer sur l'expertise et les connaissances féministes et de genre et favoriser la participation des mouvements féministes et autres mouvements de genre et de défense des droits des femmes des pays du Sud.</p>			
Voix (qui parle et au nom de qui ?)	<p>Expertes en genre et militantes féministes, femmes et autres militantes de genre des pays du Sud, femmes et filles particulièrement exposées aux conséquences des normes de genre sur la durabilité environnementale et sociale.</p>			
Attribution du cadre (classement des cadres par catégorie)	Agences nationales de Développement	5	Bailleurs multilatéraux	5
	Organisations internationales	6	ONG transnationales	5
	Communautés épistémiques	5		
Chronologie d'émergence	Dès la fin des années 2000			

La dimension inter sectionnelle des inégalités et des discriminations dans l'articulation Genre et Climat

<p>Description</p>	<p>Une approche « genre + » qui articule le genre avec d'autres inégalités croisées telles que l'âge, le statut social, les situations de handicap en relation avec l'impact multidimensionnel du changement climatique. Bien que les facteurs cumulatifs de risque ou d'exposition soient abordés, le genre n'est pas appréhendé à travers le prisme de la vulnérabilité. Au lieu de cela, l'approche genre+ vise à soutenir le développement de politiques plus fines et plus inclusives dans la lutte contre le changement climatique, en tenant compte des groupes les plus marginalisés - y compris les populations autochtones, les travailleurs domestiques ou les personnes LGBTQ.</p>
<p>Diagnostic (qu'est-ce qui doit être résolu ?)</p>	<p>Les interventions sexo-spécifiques liées au climat ne reconnaissent pas l'intersection du genre avec d'autres motifs d'inégalité et de discrimination, conduisant ainsi à homogénéiser les besoins et les situations des femmes, et négligent les besoins spécifiques de groupes particulièrement défavorisés tels que les femmes appartenant à des minorités ethniques, les employées de maison, les personnes LGBTQ. Pourtant, les inégalités croisées ne sont pas seulement le résultat de sociétés socialement divisées et ségréguées, mais exposent également certains groupes à un plus grand risque de subir les impacts multidimensionnels du changement climatique.</p>
<p>Causalité (à qui la responsabilité incombe-t-elle ?)</p>	<p>Les parties prenantes de l'action pour le climat, y compris celles chargées de l'intégration du genre dans l'agenda climatique, ne tiennent généralement pas compte des discriminations et des inégalités multiples et croisées. Cela est dû à une approche binaire, homogénéisante et hétéro-normative de la dimension de genre, qui n'accorde pas suffisamment d'attention aux dynamiques de pouvoir mutuellement consolidées en jeu ni à leur impact sur l'exposition à l'impact du changement climatique.</p>

Prognostic (que faire ?)	<p>Une approche inter sectionnelle devrait être systématiquement adoptée, reconnaissant que les femmes ne constituent pas une catégorie homogène et que l'âge, le handicap, l'origine ethnique, le statut social, la caste, l'identité ou l'expression de genre, l'orientation sexuelle peuvent entraîner des situations et des risques différenciés. Cette focalisation devrait non seulement conduire à des interventions climatiques plus fines, mais également entraîner une plus grande autoréflexivité parmi les experts ou formateurs en genre et soutenir la circulation des savoirs genre et féministes entre les acteurs du Nord et du Sud.</p>			
Appel à l'action (qui va s'emparer du sujet ?)	<p>Bien que tous les acteurs de l'action pour le climat qui mettent déjà en œuvre une approche genre soient concernés, la responsabilité première d'articuler une approche inter sectionnelle incombe aux expert.e.s, formateurs et formatrices en genre, tant au niveau central que sur le terrain.</p>			
Voix (qui parle et au nom de qui ?)	<p>Groupes les plus marginalisés, y compris les populations autochtones, les travailleurs et travailleuses domestiques, les personnes LGBTQ.</p>			
Attribution du cadre (classement des cadres par catégorie)	Agences nationales de Développement	6	Bailleurs multilatéraux	7
	Organisations internationales	5	ONG transnationales	6
	Communautés épistémiques	7		
Chronologie d'émergence	Dès le milieu des années 2010			

La dimension éco-féministe : les femmes, gardiennes de la terre mère

<p>Description</p>	<p>Enraciné dans différents courants de l'éco-féminisme, y compris les philosophies indigènes ou les cosmogonies liant les femmes à la préservation de la nature, ce cadrage repose sur des métaphores associant la terre aux traits féminins. Dans ce cadre, la contribution des femmes à la lutte contre le changement climatique consiste principalement dans la préservation des écosystèmes et des communautés locales, le maintien de moyens de subsistance durables et respectueux de l'environnement ainsi que dans leur perception supposée différente des risques induits par le changement climatique ou leur rôle en tant que principales dispensatrices de soins et éducatrices.</p>
<p>Diagnostic (qu'est-ce qui doit être résolu ?)</p>	<p>Les conceptions occidentales androcentrées des relations de l'homme avec la nature et du développement humain n'ont pas reconnu le lien plus fort que les femmes, en tant que principales dispensatrices de soins dans toutes les sociétés, auraient avec leur environnement. Un lien qui les rendrait moins enclines à causer des dommages ou à s'engager dans des pratiques néfastes, plus soucieuses de l'environnement, averses au risque et enclines à adopter des pratiques durables. Les sagesse « féminines » et autres formes de sagesse traditionnelle concernant l'utilisation des ressources naturelles et le maintien de moyens de subsistance durables doivent donc être respectées et promues pour soutenir l'action climatique, pour laquelle des cosmogonies telles que « Pachamama » fournissent un cadre éthique.</p>
<p>Causalité (à qui la responsabilité incombe-t-elle ?)</p>	<p>Des conceptions occidentales androcentrées et des structures dominées par les hommes, ainsi que des politiques et des programmes élaborés dans cette perspective.</p> <p>Structures de pouvoir politiques et économiques héritées du passé colonial dans les pays en développement, notamment en ce qui concerne la perpétuation de l'exploitation et de la privation des droits des femmes, des populations autochtones, des travailleuses et des travailleurs migrants ou des paysans (et des paysannes) sans terre.</p>

Prognostic (que faire ?)	<p>Les interventions liées au climat devraient reconnaître la diversité des connaissances sur le climat et le genre, en particulier en permettant une plus grande participation des groupes socio-économiques et politiquement défavorisés. La contribution des femmes aux moyens de subsistance durables, leur prétendue aversion au risque et les attitudes différenciées à l'égard des questions environnementales doivent être encouragées et valorisées, et davantage reflétées dans le programme mondial d'action pour le climat.</p>			
Appel à l'action (qui va s'emparer du sujet ?)	<p>L'appel à l'action s'adresse aux décideurs de haut niveau - notamment dans le cadre des CoP et des chefs d'État, invités à aider à recadrer la relation des sociétés humaines à leur environnement, en intégrant les connaissances issues des savoirs traditionnels et des différents courants de l'éco-féminisme tant au Nord qu'au Sud.</p>			
Voix (qui parle et au nom de qui ?)	<p>Les éco-féministes et les mouvements autochtones de base du Sud global (plus précisément d'Amérique latine), au nom des communautés locales (y compris indigènes) et des femmes et militantes féministes communautaires.</p>			
Attribution du cadre (classement des cadres par catégorie)	Agences nationales de développement	7	Bailleurs multilatéraux	6
	Organisations internationales	7	ONG transnationales	7
	Communautés épistémiques	6		
Chronologie d'émergence	Dès le début des années 2010			

Décoloniser le genre et l'action climatique

Description	L'action sur le genre et le climat s'inscrit dans la perspective politique de la décolonialité, visant à garantir que les voix des groupes autochtones et autres groupes marginalisés soient entendues, en promouvant l'autoréflexivité et la circulation des connaissances sur le genre et le climat, plutôt que le transfert des connaissances. L'accent est mis sur les groupes autochtones et indigènes et la diversification des sources de connaissances et d'expériences mobilisées pour lutter contre le changement climatique dans une perspective de genre.
Diagnostic (qu'est-ce qui doit être résolu ?)	Le changement climatique est le résultat du développement industriel et commercial initié pendant la période d'expansionnisme colonial et largement basé sur l'aliénation des ressources des communautés locales, les divisions internationales et sexo-spécifiques du travail productif et reproductif et la marginalisation accrue des groupes les plus défavorisés. De même, les logiques de la colonialité ont contribué à alimenter les inégalités de genre. Par conséquent, ne pas reconnaître l'impact à plusieurs niveaux de la (post-)colonialité sur le genre et le changement climatique produira des interventions et des solutions incapables de résoudre aucun des deux termes, contribuant plutôt à reproduire des structures de pouvoir enracinées dans la (post-)colonialité.
Causalité (à qui la responsabilité incombe-t-elle ?)	Alors que la responsabilité première du maintien des dynamiques de pouvoir héritées du passé colonial incombe aux économies développées du Nord, il est aussi avancé que la responsabilité de les perpétuer également par le biais d'interventions sensibles au genre appartient aux experts, universitaires et militants du genre du Nord.

<p>Prognostic (que faire ?)</p>	<p>Reconnaître que les inégalités mondiales entre les sexes et les changements climatiques sont profondément enracinés dans un statu quo largement façonné par l'expérience de la colonialité devrait conduire à décoloniser le genre et l'action climatique. Cela nécessite de créer des scénarios de circulation des connaissances entre les experts et les militants des pays en développement et des pays développés, et de reconnaître aux premiers une plus grande capacité d'action dans la manière dont ils entendent articuler genre et climat, afin que cela corresponde à leurs contextes et besoins particuliers. Les interventions sur le genre et le climat doivent être revues en tenant compte de cet objectif, en veillant à ce qu'elles ne contribuent pas à reproduire les inégalités et les structures de pouvoir ancrées dans la colonialité.</p>
<p>Appel à l'action (qui va s'emparer du sujet ?)</p>	<p>Alors que les parties prenantes du genre et du climat au Nord devraient ouvrir des canaux pour intensifier la communication avec celles du Sud, ces dernières, y compris les ONG locales et les mouvements communautaires, devraient récupérer une plus grande latitude d'action et s'exprimer de leur propre voix dans chaque scénario d'action climatique (y compris les Conférences des Parties).</p>
<p>Voix (qui parle et au nom de qui ?)</p>	<p>Paradoxalement, ce cadre qui représente un appel à décoloniser l'action climatique, est majoritairement exprimé par des universitaires et militantes genre et féministes du Nord, à moins qu'il ne consiste principalement qu'à faire entendre la voix des femmes appartenant à des groupes marginalisés tels que les minorités ethniques/autochtones ou travailleurs et travailleuses domestiques dans le cadre de l'action pour le climat.</p>

Attribution du cadre (classement des cadres par catégorie)	Agences nationales de développement	8	Bailleurs multilatéraux	8
	Organisations internationales	8	ONG transnationales	8
	Communautés épistémiques	8		
Chronologie d'émergence	Dès le milieu des années 2010			

Conclusion et pistes de recherches futures

A travers l'identification des différents cadres interprétatifs en présence et la mesure de leurs fréquences respectives dans les documents produits par un large échantillon d'organisations, cette étude pointe plusieurs directions, susceptibles de contribuer à améliorer la compréhension que les acteurs du développement international et de la lutte contre les changements climatiques ont des enjeux genre et climat.

Si les femmes et les filles sont plus vulnérables à certains des effets associés aux changements climatiques, ceci ne doit pas impliquer qu'elles soient réduites au seul statut de victimes. Leurs contributions à la recherche de solutions pour répondre aux enjeux d'adaptation, d'atténuation et de résilience devraient également être valorisées, et une attention particulière portée à la remise en cause des rapports de pouvoir et des hiérarchies entre les genres que traduisent des accès différenciés aux biens communs que sont l'éducation ou la santé, ainsi qu'aux ressources et à la prise de décision. Il en va de l'édification de sociétés plus résilientes et de leur évolution vers des objectifs de réduction du rythme et de l'intensité des changements climatiques.

Aborder l'enjeu genre et climat au prisme du rôle des femmes en tant qu'agents économiques, devrait en premier lieu s'accompagner d'une reconnaissance pleine et entière de leur contribution disproportionnée au travail de care non rémunéré et de leur part dans l'emploi informel de nombreux secteurs, de l'agriculture vivrière aux services. Une telle reconnaissance implique de prendre en compte le croisement de différents facteurs d'inégalité et de discrimination et l'existence, dans toutes les sphères d'activité économiques, d'une importante ségrégation horizontale et verticale en fonction du genre, fondée notamment sur une inégale répartition des droits et des ressources.

Quant à l'approche visant à l'empouvoirement des femmes, notamment en favorisant leur accès à l'éducation, à la prise de décision et à l'autonomie financière, celle-ci ne saurait se limiter à de simples objectifs d'inclusion dans le cadre des politiques, programmes ou projets existant ou à des actions dédiées, si ces derniers ne sont pas adossés à des objectifs plus ambitieux de transformation des inégalités et des normes de genre.

En abordant l'enjeu genre et climat sous l'angle des vulnérabilités, d'une compréhension limitative du rôle des femmes comme agents économiques opérant au sein de structures économiques fondamentalement ségréguées et inégalitaires, voire au seul prisme d'une simple approche technocratique de l'intégration du genre, les organisations étudiées se privent d'importants leviers de transformation. Plus spécifiquement, ce type de cadrage ne permet pas d'établir de connexion logique entre d'une part la transformation des sociétés pour tendre vers l'objectif d'égalité des sexes et d'autre part une action résolue pour s'attaquer aux causes et aux conséquences du changement climatique.

A ce titre, tirer inspiration des cadres interprétatifs émergents tels que ceux favorisant une meilleure circulation des savoirs entre le Nord et le Sud, la prise en compte de la dimension structurelle et hiérarchique des rapports sociaux de sexes ou de l'intersection de différents facteurs d'inégalité, peut contribuer à l'émergence d'une compréhension plus approfondie du croisement des enjeux genre et climat, et faciliter sa diffusion auprès de différents publics.

Les Agences nationales de développement, et tout particulièrement celles des pays se réclamant d'une diplomatie dite « féministe », tels que le Canada, la France ou la Suède, peuvent jouer un rôle pionnier en la matière, au même titre que les bailleurs multilatéraux tels que les banques de développement.

Cette étude offre de plus un support propice à ce type d'organisations, pour porter un regard critique et réflexif sur les principaux cadres auxquels elles recourent. Celui-ci est susceptible de mettre en lumière leurs limites pour le design et la mise en œuvre d'actions efficaces, le développement de connaissances en internes sur les enjeux genre et climat ou encore leur dialogue sur le terrain avec leurs partenaires – organisations internationales, ONG...

Sous réserve d'un tel processus, cette étude apporte des éléments d'éclairage permettant aux organisations du type de celles représentées dans notre échantillon, de participer à l'élaboration d'un cadrage commun des enjeux genre et climat au niveau international, permettant à ces différents acteurs de s'affranchir des logiques de « dépendance au sentier » persistantes dans l'appréhension des enjeux genre et développement. Un tel effort devrait cependant s'accompagner d'une remise en cause d'une compréhension insuffisamment exigeante de la catégorie « genre », souvent utilisée de manière interchangeable avec la variable sexe, aux dépens d'une prise en compte des rapports de pouvoirs et des hiérarchies sur lesquels sont construites les catégories de genre, et de l'attention portée au croisement de différents facteurs de discrimination.

Enfin, engager la communauté de l'aide au développement et celle mobilisée autour de la lutte contre les changements climatiques dans une appréhension plus fine du rapport entre les enjeux genre et climat, peut se faire sur la base d'une réflexion sous l'angle du genre à propos de l'accès aux communs. Celle-ci pourrait se fonder sur la promotion d'un égal accès aux fondements de modes de subsistance et de vie résilients face à ces changements, y compris l'éducation, la santé ou les droits sexuels et reproductifs, dans la perspective des objectifs du développement durable.

Le corpus exceptionnel constitué pour les besoins de cette étude, la méthodologie développée à partir de l'analyse critique des cadres interprétatifs de l'action publique ainsi que les résultats préliminaires à bien des égards inédits esquissés dans cette étude, invitent à aller plus loin.

Il semble d'une part souhaitable d'affiner la typologie des cadres interprétatifs identifiés, en documentant leurs dimensions de diagnostic et de pronostic, ainsi que celle des « voix » qui s'expriment, en puisant par exemple dans les rapports de citation générés par Atlas et annexés à ce rapport, ainsi qu'en multipliant les requêtes de co-occurrences entre ces cadres et d'autres dimensions importantes de l'analyse. Ce travail peut également être conduit à l'aide d'autres fonctionnalités du programme Atlas.ti, non mobilisées pour cette première mission de recherche. Le cas échéant, cet effort devra être mené en respectant la fonctionnalité première de l'analyse des cadres interprétatifs : faire émerger les dynamiques discursives et cognitives de l'appropriation des enjeux genre et climat, et faciliter la compréhension critique de ces dynamiques par les acteurs concernés.

D'autre part, le corpus dont nous disposons devrait permettre de dégager une chronologie plus fine et documentée de l'émergence des différents cadres, et de préciser les évolutions et glissements observables au niveau de chaque organisation, notamment au regard du cycle des conférences sur le climat. Celle-ci permettrait notamment de mieux dégager les évolutions les plus notables d'un type d'acteur ou d'une organisation à l'autre et de mieux mettre en valeur leurs déterminants, ainsi que le rôle pionnier joué par telle ou telle organisation dans la diffusion de certains cadres interprétatifs.

Au-delà de ces pistes de recherche complémentaires, cette étude sera par ailleurs mobilisée en appui à l'analyse du croisement de la littérature sur les « communs » avec celle sur le genre, également confiée par l'AFD à l'équipe de PRESAGE à Sciences Po (OFCE), en particulier pour nourrir l'étude de cas prévue sur la question des communs environnementaux dans cet état de l'art inédit.

En outre, l'étude présentée ici justifie un important travail de valorisation, tant institutionnelle que scientifique. Entamé dans le contexte du Forum Génération Égalité (juillet 2021) et du Finance in Common Summit convié en marge du G20 Italie (octobre 2021), celui-ci mérite d'être étendu à d'autres acteurs des politiques de développement et de lutte contre les changements climatiques, notamment via la mise à disposition par l'équipe de recherche de l'intégralité du corpus réuni pour cette étude.

Bibliographie

Allwood, Gill (2021)

"Gender and EU Climate Policy" in Abels, Gabriele, Kriszan Andrea and Heather MacRae (eds.) *The Routledge Handbook of Gender and EU Politics*, New York: Routledge.

Allwood, Gill (2014)

"Gender Mainstreaming and EU Climate Change Policy" *European Integration Online Papers*, no. 2014-006: 1-26.

Allwood, Gill (2013)

"Gender Mainstreaming and Policy Coherence for Development: Unintended Gender Consequences and EU Policy". *Women's Studies International Forum* 39: 42-52.

Alston, Margaret (2014)

"Gender Mainstreaming and Climate Change". *Women's Studies International Forum* 47: 287-94.

Alvarez, Sonia (1999)

"Advocating feminism: The Latin American Feminist NGO 'Boom'", in *International Feminist Journal of Politics*, 1:2.

Agarwal, Bina (1995)

"A Field of One's Own. Gender and Land Rights in South Asia", Cambridge: Cambridge University Press.

Bastia, Tanja (2014)

"Intersectionality, Migration and Development." *Progress in Development Studies* 14 (May 19, 2014): 237-48.

Bergenfield, Rachel and Alice Miller (2014)

"Queering International Development? An Examination of New 'LGBT Rights' Rhetoric, Policy, and Programming among International Development Agencies." SSRN Scholarly Paper. Rochester, NY: Social Science Research Network, <https://papers.ssrn.com/abstract=2514066>.

Bustelo, María, Lucy Ferguson and Maxime Forest (eds.) (2016)

"*The Politics of Feminist Knowledge Transfer: Gender Training and Gender Expertise*", Basingtoke, New York: Palgrave MacMillan, Gender and Politics Series.

Chant, Sylvia and Caroline Sweetman (2012)

"Fixing Women or Fixing the World? 'Smart Economics', Efficiency Approaches, and Gender Equality in Development." *Gender and Development* 20: 517-29.

Clément, Floriane et al. (2019)

"Feminist political ecologies of the commons and commoning". *International Journal of the Commons*, 13, 1: 1-15.

Cornwall, Andrea, Jasmine Gideon and Wilson Kalpana (2008)

"Introduction: Reclaiming Feminism: Gender and Neoliberalism." *IDS Bulletin*. <https://bulletin.ids.ac.uk/>

David, Clarissa C. et al. (2011)

"Finding Frames: Comparing Two Methods of Frame Analysis." *Communication Methods and Measures* 5, no. 4: 329-51.

Dauids, Tine and Annoukavan Eerdewijk (2016)

"The Smothering of Feminist Knowledge: Gender Mainstreaming Articulated through Neoliberal Governmentalities", in Bustelo Maria, Ferguson Lucy and Forest Maxime (eds.) *The Politics of Feminist Knowledge Transfer. Gender Training and Gender Expertise*, Gender and Politics Series, Basingtoke: Palgrave MacMillan.

Debusscher, Petra (2021)

"Development Policy" in Abels, Gabriele, Kriszan Andrea and Heather MacRae (eds.) *The Routledge Handbook of Gender and EU Politics*, New York: Routledge.

Debusscher, Petra (2011)

"Mainstreaming Gender in European Commission Development Policy: Conservative Europeanness?" *Women's Studies International Forum* 34, no. 1: 39-49.

Dirikx, Astrid and Dave Gelders (2010)

"To Frame Is to Explain: A Deductive Frame-Analysis of Dutch and French Climate Change Coverage during the Annual UN Conferences of the Parties." *Public Understanding of Science* 19, no. 6: 732-42.

Djoudi H. et al. (2016)

"Beyond dichotomies: Gender and intersecting inequalities in climate change studies". *Ambio* 45 : 248-262.

EIGE (2013)

"*Institutional mechanisms in favour of gender mainstreaming, Comparative Intermediate report*", European Institute for Gender Equality, Vilnius: European Institute for Gender Equality.

Geoffrey, Phoebe and Denise Torres (eds.) (2016)

Global Climate Change Crises: Intersections of Race, Class and Gender, New York: Routledge.

Gibson-Graham, J.K., Jenny Cameron and Healy Stephen (2016)

"Commoning as a Postcapitalist Politics". In Amin Ash and Philip Howell, *Releasing the Commons: Rethinking the Future of the Commons*, New York: Routledge: 192-212.

Goffman, Erving (1974)

Frame analysis: An essay on the organization of experience. Cambridge: Harvard University Press.

(van der) Haar, Marleen and Mieke Verloo (2016)

“Starting a Conversation about Critical Frame Analysis: Reflections on Dealing with Methodology in Feminist Research.” *Politics & Gender* 12, no. 03.

Haas, Peter M. (1992)

“Epistemic Communities and International Policy Coordination”, *International Organization*, Vol. 46, No. 1: 1-35.

Jordan, J.C. (2014)

“Swimming Alone? The Role of Social Capital in Enhancing Local Resilience to Climate Stress: A Case Study from Bangladesh.” *Climate and Development* 7.

Jordan J.C. (2019)

Deconstructing resilience: why gender and power matter in responding to climate stress in Bangladesh. *Climate and Development* 11-2: 167-179.

Kaijser, Anna and Annica Kronsell (2014)

“Climate Change through the Lens of Intersectionality” *Environmental Politics* 23, no. 3 (May 4, 2014): 417-33.

Krizsan, Andrea et al. (2012)

“Critical Frame Analysis: A Comparative Methodology for the ‘Quality in Gender+ Equality Policies’ (QUING) Project | Center for Policy Studies.” *Working Paper*, <https://cps.ceu.edu/publications/working-papers/critical-frame-analysis-quiring>.

Kunz, Rahel (2016)

“Windows of Opportunity, Trojan Horses and Waves of Women on the Move: De-colonizing the Circulation of Feminist Knowledges through Metaphors?” in Bustelo Maria, Ferguson Lucy and Maxime Forest (eds.) *The Politics of Feminist Knowledge Transfer. Gender Training and Gender Expertise*, Gender and Politics Series, Basingtoke, New York: Palgrave MacMillan.

Lombardo, Emanuela, Petra Meier and Mieke Verloo (eds.) (2009)

The Discursive Politics of Gender Equality: Stretching, Bending and Policymaking, New York: Routledge.

Lombardo Emanuela and Maxime Forest (eds.) (2012)

The Europeanization of Gender Equality Policies. A discursive – Sociological Approach. Basingstoke: Palgrave Macmillan, Gender and Politics Series.

Mills, E. (2015)

‘Leave No One Behind’: Gender, Sexuality and the Sustainable Development Goals, *IDS Evidence Report* 154, Brighton: IDS.

Marchand, Marianne H. (2009)

“The Future of Gender and Development after 9/11: Insights from Postcolonial Feminism and Transnationalism.” *Third World Quarterly* 30, no. 5: 921-35.

Mukhopadhyay, Maitrayee (2016)

Mainstreaming Gender or “Streaming” Gender Away: Feminists Marooned in the Development Business. In: Harcourt Wendy (eds) *The Palgrave Handbook of Gender and Development*. Basingstoke: Palgrave Macmillan.

Narayanawamy, Lata

“Whose Feminism Counts? Gender(Ed) Knowledge and Professionalisation in Development.” (2016) *Third World Quarterly* 37, no. 12: 2156-75.

Parpart, Jane L. (2014)

Exploring the transformative potential of gender mainstreaming in international development institutions, *Journal of International Development* 26: 382-395.

Schmidt, Vivien (2010)

Taking Ideas and Discourse Seriously: Explaining Change through Discursive Institutionalism as the Fourth “New Institutionalism”, *European Political Science Review*, 2 (1), 1-25.

Shiva, Vandana and Maria Mies (1993, reed. 2014)

Ecofeminism. London: Zed Books.

Roberts, Adrienne and Susanne Soederberg (2012)

“Gender Equality as Smart Economics? A Critique of the 2012 World Development Report.” *Third World Quarterly* 33: 949-68.

Snow David A. and Robert D. Benford (1992)

“Master Frames and Cycles of Protest”. In: Morris, A. and Mueller, C.M., (eds.), *Frontiers in Social Movement Theory*, New Haven: Yale University Press.

Van den Haar, Marleen and Mieke Verloo (2016)

« Starting a Conversation about Critical Frame Analysis: Reflections on Dealing with Methodology in Feminist Research », *Politics and Gender*, 12(3) : 1-7.

Verloo, Mieke (2005)

"Mainstreaming Gender Equality in Europe: A Critical Frame Analysis." *The Greek Review of Social Research* 117: 11–34.

Verloo, Mieke (eds.) (2007)

Multiple Meanings of Gender Equality: A Critical Frame Analysis of Gender Policies in Europe, Budapest, New York: CEU Press.

Waylen, Georgina (2008)

"Gendering Governance", in Goertz Gary, Mazur Amy G.: *Politics, Gender and Concepts*, Cambridge University Press: 114–135

Wenger, Etienne (1998)

Communities of Practice, Cambridge: Cambridge University Press.

Wilson, Kalpana (2013)

Agency as 'Smart Economics': Neoliberalism, Gender and Development. In: Madhok Sumi, Phillips Anne and Kalpana Wilson (eds.) *Gender, Agency, and Coercion. Thinking Gender in Transnational Times*. Basingtoke: Palgrave Macmillan.

Sigles et abréviations

ACDI	Canadian International Development Agency
ADB/BAD	Asian Development Bank/Banque Asiatique de Développement
AECID	Agence espagnole pour la coopération internationale au développement
AFD	Agence française de développement
AfDB/BafD	African Development Bank/Banque Africaine de Développement
BRAC	Bangladesh Rural Advancement Committee
CCXG	Climate change Expert Group
CFA	Critical Frame Analysis
COP	Conference of Parties
EnaBEL	Agence belge de développement
FAO	Food and Agriculture organisation/ Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture
IMF/FMI	International Monetary Fund/Fonds Monétaire International
GAD/	Gender in Development
GCF/FVC	Green Climate Fund/Fonds Vert pour le Climat
GEF/FEM	Global Environment Facility/Fonds pour l'Environnement Mondial
IADB/BID	Inter-American Development Bank/ Banque Interaméricaine de Développement
ILO/ OIT	International Labour Organisation/ Organisation internationale du travail
IPCC/GIEC	Intergovernmental Panel on Climate change / Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat
OECD/OCDE	Organisation for Economic Cooperation and Development/ Organisation pour la Coopération et le Développement Economique
UKAid	United Kingdom Aid Agency (Commonwealth & Development Office)
USAid	US Agency for International Development

SDG/ODD	Sustainable Development Goals/ Objectifs du Développement Durable
ONG	Organisation non gouvernementale
PRESAGE	Programme de Recherche et d'Enseignement des Savoirs sur le Genre (Sciences Po Paris)
UNEP	United Nations Environment Program
UNDP	United Nations Development Program
UNFCCC/ CCNUCC	United Nations Framework Convention on Climate Change/Convention cadre des nations unie sur les changements climatiques
UNHCR/HCR	United Nations High Commissioner for Refugees/ Haut-Commissariat des Nations unies pour les Réfugiés
UNFPA	United Nations Population Fund
UNICEF	United Nations Children's Fund
UNOPS	United Nations Office for Project Services
SIDA	Swedish international Development Agency
WB/BM	World Bank/Banque mondiale
WID	Women in Development
WFP/PAM	World Food Programme/Programme Alimentaire Mondial
WHO/OMS	World Health Organisation/Organisation Mondiale de la Santé
WWF	World Wildlife Fund/Fonds mondial pour la nature

Annexe 1. Grille de codage (FR)

CATÉGORIE	CODES
CONCEPT FONDAMENTAUX : RÉFÉRENTIELS	Genre
	Genre et climat
	Femmes
	Femmes et climat
	Filles
	Féminisme / Féministe
CONCEPTS FONDAMENTAUX : APPROCHES	Changement structurel
	Changement transformationnel
	Diversité
	Égalité de genre
	Égalité des opportunités
	Égalité des sexes
	Égalité Hommes-Femmes
	Égalité Femmes-Hommes
	Équité de genre
	Inclusif
	Inclusion
	Inégalité(s)
	Intersectionnalité
	Parité
CONCEPTS FONDAMENTAUX CONNEXES	Discrimination (s) de genre
	Discriminations fondées sur le genre
	Discrimination(s)
	Domination
	Domination masculine
	Oppression
	Patriarcat
	Sexisme
	Violence sexiste / violence de genre
	Violence(s) sexuelle(s)
AGENDA CONNEXES	Agriculture
	Développement économique
	Droits humains
	Éducation
	Migration
	Paix et sécurité
	Santé
	Sécurité alimentaire
INTERSECTIONNALITÉ	Âge
	Ethnicité
	Handicap(s)
	Identité de genre
	Intersectionnalité
	LGBT (Q / QA / QI)
	Orientation sexuelle
	Race
	Situation familiale
	CARE
Travail (eur) du care	
Travail(leur) domestique	

TERRE	Agricultrices
	Droits fonciers
	Propriété foncière
	Utilisation des terres
AUTONOMISATION	Autonomisation
	Autonomiser
	Autonomie des femmes
	Autonomisation des femmes
VULNÉRABILITÉ	Analphabétisme
	Pauvreté
	Pauvreté extrême
	Vulnérabilité(s)
	Vulnérable
ACTION CLIMATIQUE	Action climatique
	Adaptation
	Atténuation
	Durabilité (environnementale)
	Écologiquement durable
	Puits de carbone
	Réduction du risque
	Résilience
	Restauration
RISQUE LIÉ AU CLIMAT	Abri
	Catastrophe
	Déplacement
	Déplacement dû au climat / aléas climatiques
	Déplacement en cas de catastrophe
	Déplacement transfrontalier
	Femmes migrantes
	Migration
	Migration forcée
	Migration irrégulière
	Réfugié
	Urgence (action)
JUSTICE CLIMATIQUE	Charge partagée / partage du fardeau
	Justice
	Justice climatique
	Pouvoir
	Redevabilité / reddition de comptes
	Transition juste
	Chaîne (s) de valeur
	Création de revenus
	Croissance verte
	Économie sobre en carbone / à faibles émissions de carbone
	Emplois verts
	Finance
	Financement
	Financement climatique
	Financier (ière)
	Générateur de revenus
	Indépendance financière
	Intelligence climatique (finance) / smart-climat
	Investir (ment)
	Microcrédit
	Moyens de subsistance
	Neutre en carbone
	Prêts
	Résilient au climat
	Transition verte

FOCUS SUR LES GROUPES AUTOCHTONES	Autochtone
	Indigène
	Natif
	Tribal
INTÉGRATION DU GENRE : MÉTHODE	Analyse de genre
	Audit de genre
	Budgétisation sensible au genre
	Évaluation de / sous l'angle du genre
	Évaluation de l'impact de genre / Étude d'impact de genre
	Formation
	Formation sur le genre
	Genre intégré
	Inclusion du genre
	Intégration / Approche transversale
	Intégration du genre / Approche transversale du genre
	Plan d'action
	Plan d'action genre / Plan d'égalité
	Renforcement des capacités
	Sensible au genre
INTÉGRATION DU GENRE : OUTILS	Boîte à outils
	Guide
	Lignes directrices
	Liste de contrôle
	Manuel
	* Sauvegardes (environnementales et sociales)
CONNAISSANCES / SAVOIRS	Savoir sur le genre / Connaissance sur le genre
	Savoirs féministes
	Connaissances / Savoirs
	Transfert de connaissances
	Circulation des connaissances / du savoir
	Connaissances traditionnelles / savoirs traditionnels
	Sagesse

Annexe 2. Grille de codage (EN)

CATEGORIES	CODES
CORE CONCEPT: REFERENTIALS	Feminism/Feminist
	Gender
	Gender and climate
	Girls
	Women
	Women and climate
CORE CONCEPTS: APPROACHES	Diversity
	Equal opportunities
	Gender Balance
	Gender Equality
	Gender Equity
	Gender Inequality/ties
	Inclusion
	Inclusive
	Intersectionality
	Transformational change
	Transformative change
RELATED CORE CONCEPTS	Discrimination
	Domination
	Gender-based discrimination(s)
	Gender-based violence
	Male centered
	Oppression
	Patriarchy
	Sexism
	Sexual violence
RELATED AGENDAS	Agriculture
	Economic Development
	Education
	Food security
	Health
	Human rights
	Migration
	Peace and security
INTERSECTIONALITY	Age
	Disability/ties
	Ethnicity
	Family status
	Gender identity
	Intersectionality
	LGBT(Q/QA/QI)
	Race
	Sexual orientation
CARE	Care
	Care work(er)
	Domestic work(er)
LAND	Land ownership
	Land use
	Land rights
	Land property
	Women farmers

EMPOWERMENT	Empowerment
	Empowering
	Women's autonomy
	Women's empowerment
VULNERABILITY	Extreme poverty
	Illiteracy
	Poverty
	Vulnerability/ties
	Vulnerable
CLIMATE ACTION	Climate action
	Adaptation
	Carbon sink
	Environmentally sustainable
	Mitigation
	Resilience
	Restoring
	Risk reduction
	Sustainability (Environmental)
CLIMATE-RELATED RISK	Climate-induced displacement
	Cross-border displaced persons
	Disaster
	Disaster displacement
	Displacement
	Emergency (action)
	Forced migration
	Irregular migration
	Migrant women
	Migration
	Refugee
	Shelter
CLIMATE JUSTICE	Accountability
	Burden sharing
	Climate justice
	Just transition
	Justice
	Power
SMART ECONOMICS	Affirmative finance (action)
	Carbon neutral
	Climate finance
	Climate friendly
	Climate-resilient
	Climate-smart (finance)
	Finance
	Financial
	Financial independence
	Financing
	Green Growth
	Green jobs
	Green transition
	Income generating
	Income-generation
	Invest(ment/ing)
	Livelihood(s)
	Loans
	Low carbon economy (transition)
	Microcredit
	Value chain(s)

FOCUS ON INDIGENOUS GROUPS	Tribal
	Native
	Indigenous
	Autochthonous
GENDER MAINSTREAMING: METHOD	Action plan
	Capacity-building
	Gender action plan
	Gender analysis
	Gender assessment
	Gender audit
	Gender budgeting
	Gender impact assessment
	Gender inclusion
	Gender integrated
	Gender mainstreaming
	Gender responsive
	Gender training
	Gendering
	Mainstreaming
	Training
GENDER MAINSTREAMING: TOOL	Checklist
	Guide
	Guidebook
	Guidelines
	Handbook
	Toolkit
	*Safeguards (Environmental and social)
	*Standard(s)
KNOWLEDGE	Feminist Knowledge
	Gender knowledge
	Knowledge
	Knowledge circulation
	Knowledge service
	Knowledge transfer
	Traditional knowledge
	Wisdom

Annexe 3. Grille de codage (ES)

CATEGORIES	CODES	
CONCEPTOS CLAVES: MARCO DE REFERENCIA	Feminismo/feminista	
	Género	
	Género y cambio climático	
	Mujeres	
	Mujeres y cambio climático	
CONCEPTOS CLAVES: ENFOQUES	Cambio estructural	
	Desiguald/es de género	
	Igualdad de género	
	Igualdad de oportunidades	
	Inclusión	
	Inclusivo	
	Interseccionalidad	
	Paridad/representación equilibrada	
CONCEPTOS CLAVES RELACIONADOS/ANNEXOS	Androcéntrico	
	Discriminación/es	
	Discriminación/es de género	
	Dominación masculina	
	Opresión	
	Patriarcado	
	Sexismo	
	Violencia de género/machista	
	Violencia/s sexual/es	
	AGENDA	Agricultura
Derechos Humanos		
Desarrollo económico		
Educación		
Migración/es		
Paz y seguridad		
Salud		
Seguridad alimentaria		
INTERSECCIONALIDAD		Discapacidad/es
	Diversidad funcional	
	Diversidad sexual	
	Edad	
	Etnia/etnicidad	
	Identidad de género	
	Interseccionalidad	
	LGBT(Q/QA/QI)	
	Orientación sexual	
	Raza	
	CUIDADO	Cuidado
		Trabajador/a/s del cuidado
		Trabajador/a/s domestico
TIERRA	Derecho a la tierra	
	Mujeres campesinas	
	Propiedad de la tierra	
	Uso de las tierras	
EMPODERAMIENTO	Autonomía de las mujeres	
	Empoderamiento	
VULNERABILIDAD	Analfabetismo	
	Pobreza / pobreza extrema	
	Vulnerabilidad	
	Vulnerable	

ACCIÓN CLIMÁTICA	Acción climática
	Adaptación
	Mitigación
	Pozo de carbón
	Reducción del riesgo
	Resiliencia
	Restauración
	Sostenibilidad (medioambiental)
RIESGOS VINCULADOS A LOS CAMBIOS CLIMÁTICOS	Acción de emergencia
	Desastre
	Desastre natural
	Desplazamiento
	Migración
	Migración climática
	Migración forzada
	Migración irregular
	Mujeres migrantes
	Personas desplazadas
	Refugiados
	Refugio
JUSTICIA CLIMÁTICA	Burden sharing
	Justicia climática
	Justicia climática
	Poder
	Redición de cuentas
	Transición justa
SMART ECONOMICS	Cadena de valor
	Crecimiento ecológico / verde
	Crédito
	Economía de bajas emisiones
	Empleos verdes / puestos de trabajo verdes
	Financiación climática
	Financiación climática
	Financiero / financiera
	Generación de ingresos
	Generador de ingresos
	Independencia financiera
	Invertir / inversión
	Microcrédito
	Neutralidad carbono
	Sustento / Subsistencia
	Transición ecológica / verde
ENFOQUES SOBRE LOS GRUPOS INDIGENOS	Autóctono
	Indígena
	Tribal
MAINSTREAMING DE GÉNERO: ENFOQUES	Análisis de género
	Auditoría de género
	Capacidades
	Enfoque transversal
	Estudio de impacto de género
	Evaluación de género
	Formación / capacitación
	Formación de género
	Inclusión de(s) género
	Integración del género
	Mainstreaming de género / enfoque transversal
	Plano de acción / de actuación
	Plano de acción de género
	Presupuesto / presupuestación sensible al género

MAINSTREAMING DE GÉNERO: HERRAMIENTAS	Caja de herramientas
	Guía
	Lineas directrices
	Lista de control
	Manual
	*Salvaguardias (medioambientales y sociales)
	*Estándares
CONOCIMIENTOS	Circulación de conocimientos
	Conocimiento
	Conocimiento de género
	Conocimientos feministas
	Conocimientos tradicionales
	Sabiduría
	Transferencia de conocimientos

Les Éditions Agence française de développement (AFD) publient des travaux d'évaluation et de recherche sur le développement durable. Réalisées avec de nombreux partenaires du Nord et du Sud, ces études contribuent à l'analyse des défis auxquels la planète est confrontée, afin de mieux comprendre, prévoir et agir, en faveur des Objectifs de développement durable (ODD).

Avec un catalogue de plus de 1 000 titres, et 80 nouvelles œuvres publiées en moyenne chaque année, les Éditions Agence française de développement favorisent la diffusion des savoirs et des expertises, à travers leurs collections propres et des partenariats phares. Retrouvez-les toutes en libre accès sur editions.afd.fr

Pour un monde en commun.

Directeur de publication Rémy Rioux

Directeur de la rédaction Thomas Mélonio

Dépôt légal 3^e trimestre 2022

ISSN 2492 - 2846

Crédits et autorisations

License Creative Commons

Attribution - Pas de commercialisation - Pas de modification

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>



Création graphique MeMo, Juliegilles, D. Cazeils

Conception et réalisation AFD

Imprimé par le service reprographie de l'AFD

Pour consulter les autres publications :

<https://www.afd.fr/fr/ressources-accueil>